

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

JEUDI
10 JUIN 1976

Les troupes syriennes hors du Liban

En entrant au Liban, l'armée syrienne a clairement dévoilé son jeu. Le régime de Damas a pris la décision de s'attaquer à la Résistance Palestinienne en vue de la museler. Ainsi, il exerce les basses œuvres de l'impérialisme américain et de l'Etat sioniste. Les déclarations du Pentagone minimisant l'ampleur des forces engagées, la satisfaction d'Israël espérant que l'OLP « sera ramenée à ses justes proportions », montrent à quel camp profite le coup de force syrien.

Dans la lutte engagée notre soutien va entièrement à la lutte du peuple palestinien. Nous devons dénoncer la Syrie qui met en danger l'existence même de cette lutte. L'exigence du retrait immédiat et inconditionnel demandé par les forces progressistes et la Résistance doit être fermement soutenue.

En choisissant clairement notre camp, nous ne pouvons avaliser l'intégralité des positions de ces organisations politiques. La situation actuelle est le produit de 14 mois de guerre civile pendant lesquels la gauche et la Résistance n'ont pas voulu proposer une alternative politique aux masses libanaises et palestiniennes.

Alors que ces populations vivant au Liban sont confrontées depuis des années à des problèmes sociaux analogues (sous-emploi, habitat de misère...) aucun programme social pouvant unir chrétiens et musulmans, libanais et palestiniens n'a été mis en avant. Aucune préoccupation de politisation systématique de la population ne s'est exprimée.

Au contraire, la recherche d'une alliance avec la bourgeoisie musulmane leur a permis d'esquiver cette question. Cela autorise aujourd'hui Joumblatt, le leader de la gauche à faire appel à l'« intervention militaire désintéressée » de la France.

En développant cette politique suicidaire le « camps islamo-progressiste » a permis l'intervention syrienne sans une levée en masse de la population. Il est obligé de s'appuyer sur des forces aussi réactionnaires que l'Egypte. Le bilan risque d'être lourd. En prenant les armes contre l'intervention syrienne, en arrivant malgré tout à en ralentir la progression, la Résistance et la gauche peuvent espérer négotier dans une position pas trop désavantageuse, un compromis politique.

Les anti-impérialistes français ont une tâche importante. La France ne doit pas pouvoir intervenir au Liban. Assad, le président syrien qui doit venir le 17 juin à Paris doit savoir que nous ne sommes pas dupes de son « anti-impérialisme »

R.BRESTAR



Saïda, Tripoli et Beyrouth
attaquées par les forces syriennes

l'auto. défense populaire

La duplicité du gouvernement Assad continue. D'un côté le vernis diplomatique et le verbiage gauche, de l'autre une volonté de génocide de la résistance palestinienne. La journée de mercredi, par l'ampleur des moyens déployés du côté syrien, en témoigne. Le pillage des positions tenues par les forces de gauche dans les quartiers populaires et les camps palestiniens de Beyrouth s'est poursuivi. La ville de Saïda est toute entière mobilisée pour son auto-défense. Au nord, Tripoli, autre bastion de la gauche est le lieu de violents combats.

Pendant ce temps la délégation de la Ligue arabe rentre au Caire « tranquille quant aux résultats de sa visite dans la capitale syrienne ». Un euphémisme qui montre que les Etats arabes s'en lavent les mains et que le verdict des armes justifiera les politiques futures.

Dernière minute :

ETAT DE SIEGE EN BOLIVIE

- Le gouvernement militaire interdit toutes réunions, manifestations, grèves, pour 90 jours
- La presse censurée, la radio aux mains des militaires
- L'armée à la porte des mines
- Victor Lopez, dirigeant des mineurs, arrêté, ainsi que des syndicalistes et des personnalités de gauche

VASTE SOUTIEN A LA GREVE DES MAGISTRATS QUI DEBUTE AUJOURD'HUI

Alors que le ministre de la justice a rappelé hier aux responsables des services judiciaires que toute forme d'arrêt de travail était interdite aux magistrats, de nombreuses organisations et syndicats ont apporté leur soutien à la consigne de grève lancée par le Syndicat de la magistrature pour protester contre les sanctions disciplinaires menaçant le substitut Ceccaldi.

Parmi les organisations professionnelles, figurent le Mouvement d'action judiciaire, le Syndicat des avocats de France, le syndicat CGT des fonctionnaires et agents des tribunaux. La FEN a également apporté son soutien à la grève, ainsi que le bureau fédéral de la CGT et la fédération CGT des syndicats de policiers.

Enfin, le même soutien a été apporté par le groupe communiste de l'assemblée nationale.

ITALIE : STRATEGIE DE LA PEUR

Les réactions se multiplient en Italie à la suite de l'assassinat de Francesco Coco, procureur général de Gênes. Présidents de la république et du conseil, ministres, journaux et même le pape y vont de leur couplet : « angoisse devant le crime, lâche, hallucinant », « menace pour les institutions », appel aux forces politiques et syndicales et à « tous les citoyens » pour qu'ils repoussent la violence.

Les trois grandes centrales syndicales, la CGIL proche du PC, la CISL démocrate-chrétienne, et l'UIL social-démocrate ont appelé à 15 minutes de grève contre le montage de la violence après l'assassinat du procureur de Gênes. Dans un communiqué, ces organisations appellent

« les travailleurs à combattre toute forme de violence politique pour assurer une fin régulière de la campagne électorale ».

Quatre organisations (!) ont déjà revendiqué le meurtre. « Les nouveaux partisans » et « étoile rouge révolutionnaire armée italienne révolution » complètement inconnues jusqu'à présent se font manifestées par voie de message. Un coup de téléphone anonyme annonçait que les « Brigades rouges » avaient commis l'assassinat, mais celui-ci était aussi revendiqué par l'organisation fasciste « Avanguardia Nazionale », récemment dissoute par le gouvernement dans un tract diffusé à Gênes.

page 2

LE TRAVAIL A REPRIS DANS LES USINES DE LA ROCHELLE... NON SANS MAL !

- Une forte minorité pour continuer la lutte est apparue dans toutes les entreprises
- A l'Asthom, malgré le vote, la grève s'est poursuivie 24 heures. Une manifestation a eu lieu mercredi dans l'usine

BIGEARD SE VENGE

ACADEMIE DE VERSAILLES	NANTERRE - 92 6 1912
INSPECTION ACADEMIQUE DES HAUTS DE SEINE	
Centre Administratif Départemental Avenue Frédéric-Mitterrand-Joliot Curie 92010 NANTERRE Cedex	L'Inspecteur d'Académie
Té. 75 41 41 Remp. Laquants GM/GB	à Monsieur PELLETIER
	RECOMMANDÉE AVEC ACCUSE DE RECEPTION
	J'ai le regret de vous faire connaître qu'en raison de la nature de la condamnation portée sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire vous concernant, je suis dans l'obligation de cesser de faire appel à vos services, en qualité d'instituteur suppléant à compter du mardi 8 Juin 1976.

Notre camarade Robert Pelletier vient de recevoir « l'avis » que nous publions ci-contre. On se rappelle que Robert, soldat à Dragnignan, avait été condamné à Marseille à un an de prison pour sa participation à la manifestation de Dragnignan. Ce procès avait tourné à la déroute pour l'accusation au point que depuis cette date, l'armée évite systématiquement de susciter des procès de ce genre.

Aujourd'hui, Bigeard, Bourges et leurs amis de l'Education Nationale s'imaginent que l'heure de la vengeance a sonné. Lourde erreur et scandale absolu. Ils trouveront les révolutionnaires et le mouvement ouvrier unis comme lors du procès de Marseille pour dénoncer ce décret inique et défendre Robert.

ITALIE

LA STRATEGIE DE LA PEUR

● C'est le nouveau programme électoral de la Démocratie Chrétienne

A la stratégie de la tension succède aujourd'hui, à 10 jours des élections, la stratégie de la peur. Après l'assassinat du procureur de Gênes, la démocratie chrétienne tente de déclencher une campagne contre la gauche pour effrayer l'électorat.

Francesco Coco était un représentant de ce qu'il y a de plus réactionnaire dans la magistrature. En 1974, alors que de jeunes juges démocratiques faisaient éclater le scandale des pétroliers, il se précipitait pour leur retirer l'enquête et la détourner sur une voie de garage. Son second, Sossi, aujourd'hui chargé de l'enquête sur l'assassinat de Gênes, avait été enlevé en 1974 par les Brigades Rouges et libéré après 35 jours. Pour lui, avant même l'ouverture de l'enquête, il est clair que ce sont les Brigades Rouges qui ont fait le coup.

Et pourtant, l'ensemble des partis politiques (libéral, républicain, socialiste, communiste, extrême-gauche), accuse la démocratie chrétienne d'être responsable du développement de la terreur actuelle.

Le récent meurtre d'un militant communiste lors d'un meeting

fasciste du député Saccucci a montré une nouvelle fois que le terrorisme partait directement de la hiérarchie de l'armée, du SID (service secret) lié au pouvoir démocrate chrétien. Il a montré également que les partisans de la terreur noire pouvaient agir impunément et même bénéficier de l'aide directe de l'appareil d'Etat. Saccucci n'avait-il pas organisé en 1971 un camp d'entraînement militaire pour le MSI, avec l'autorisation écrite du ministère des armées, qui avait même mis du matériel à sa disposition ?

Cette stratégie de la peur tient lieu de programme électoral à la démocratie chrétienne. Mis à part les appels de Fanfani et Moro à l'électorat d'extrême-droite, la DC est fort pauvre en propositions de changement.

D'autant plus que des informations venant des Etats-Unis, dans le cadre de l'enquête sur les pots de vin Lockheed, montrent que le fameux « Antelope Cobbler » (nom de code d'un ancien président du conseil à l'époque de la distribution des pots de vin).

Anna Libera



Democrazia Proletaria dans la rue le 1^{er} mai

Paris,

Au meeting de Democrazia Proletaria

Avanguardia Operaia et Lotta Continua expliquent l'accord unitaire

Plusieurs milliers de personnes mercredi soir au meeting de soutien aux listes unitaires de « Democrazia Proletaria » à l'appel du Comité de soutien créé en France. Meeting marqué par l'importance de l'accord unitaire réalisé par les forces d'extrême-gauche italienne et qui renvoie au sein même des débats menés en France. Après les interventions de l'OC-GOP, de la LCR et de l'OC Révolution ! Massimo Gorla pour Avanguardia Operaia et Luigi Bobbio pour Lotta Continua ont ainsi développé les dimensions d'un tel accord ! « Non pas un amalgame hétérogène mais une décision qui prend racine dans le mouvement des masses ». Un accord qui fait peur aux réformistes qui craignent l'impact d'un tel acquis politique. Les deux orateurs ont également insisté sur les bases programmatiques qui sous-tendent la formule de « gouvernement », et souligné l'importance des tâches qui attendaient les révolutionnaires italiens au lendemain des élections. A cet égard ils ont tenu à in-

sister particulièrement sur le contexte international posant le problème de l'OTAN, de la question des liens à l'intérieur de la CEE et du problème de réponses pratiques pour concrétiser l'internationalisme prolétarien. En ce sens on ne peut que regretter l'absence du PDUP (Pino Ferraris du PDUP aurait été retenu au dernier moment selon Gorla) et déplorer celle du PSU. En tout état de cause, l'expérience des camarades italiens prend directement à partie les révolutionnaires français. Au cours du meeting les propositions de la LCR de « possibilité de présentation de listes unitaires aux futures législatives » et celle de Révolution ! de « listes de mouvements » ont ouvert le débat. L'idée d'une conférence internationale en automne et de la coordination des luttes au niveau des multinationales entre organisations ont été également avancées.

L'expérience que chacun accumule dans son propre pays doit devenir l'expérience de tous.

F.T

ESPAGNE

LES CORTES ONT APPROUVE HIER LE DROIT D'ASSOCIATION, MAIS :

- Le PC et l'extrême-gauche restent illégaux
- L'assemblée nationale des commissions ouvrières est interdite

L'assemblée espagnole, les Cortés, ont adopté le projet de loi sur le droit d'associations politique. Sur les 570 membres des Cortés, 91 seulement ont voté contre. La vieille garde franquiste. Le débat avait d'ailleurs donné lieu à un hallucinant défilé de figures d'un autre âge, cramponnée aux lambeaux de l'idéologie franquiste. Parmi ces députés résignés à la réforme, mais résolu au dernier baroud : Pilar Primo de Rivera, la propre sœur du fondateur du mouvement. Ce dernier carré de l'orthodoxie s'est exprimé en des termes totalement anachroniques, salués cependant par les applaudissements d'une

chambre qui prend congé de son propre passé à reculons. « Cette loi constituerait une manœuvre pour faire évaporer le Mouvement. » déclarait le député Fernandez Cuesta ; « si elle est approuvée, elle débouchera sur la partidocratie », ajoutait Diaz José.

Il y eut même un incident de séance, un des rares incidents des quarante années d'inconditionnalité parlementaire, lorsqu'un député prétendit parler au nom de ceux qui ne sont pas représentés dans cette assemblée ; un quarteron de phalangistes animés par Antonio Girón quitta alors la salle.



Traduction : « Ne courez pas, c'est pire ! »

Parmi les députés qui se sont opposés au vote de la loi, certains ont exprimé une opposition fondamentale, considérant l'existence des partis contradictoire à l'essence du franquisme, autrement dit au monopole politique du Mouvement Qualifié sans gêne de « démocratie organique ». D'autres regretteront plus tactiquement qu'en proposant cette loi, le gouvernement anticipe sur le référendum constitutionnel qui devrait avoir lieu à l'automne.

Mais tous étaient conscients de la dynamique que peut libérer cette loi ambiguë.

Totalitaire ou subversif

Le texte ne parle pratiquement pas des partis, et le terme n'apparaît qu'une seule fois dans le préambule : « Les groupes ou associations, ou partis politiques qui se constituent au bénéfice de la présente loi seront en termes génériques des associations politiques qui pourront choisir leur nom de la manière qu'ils considèrent la plus opportune ». Le projet du gouvernement est clair et avoué : il s'agit de légaliser les partis jusqu'aux socialistes inclus et à l'exclusion du PC et de l'extrême-gauche. Toutefois les législateurs ont eu bien du mal à trouver une formulation qui le permette.

Dans un premier temps, ils avaient interdits les associations à visées « totalitaires ». Mais ils ont du retirer le terme : dans ces textes de fondation, la phalange se définit elle-même comme un mouvement « totalitaire » ! Il rejette une clause restrictive frappant les associations subversives.

La notion est si vague qu'elle laisse la place aux interprétations les plus arbitraires et à toutes les contestations possibles qui relèveront de la compétence du Tribunal suprême et non du Gouvernement.

Enfin le texte de loi impose aux associations le respect des « lois fondamentales », c'est-à-dire des fondements même du régime franquiste qu'elles prétendent combattre. C'est plus qu'une contradiction, une logique bloquée.

Pourquoi pas le PSUC ?

Il n'empêche que la réalisation et l'approbation de la loi ne peut qu'accélérer la politique du fait accompli développé par les organisations ouvrières

Le Parti Socialiste Unifié de Catalogne (PC de Catalogne) a tenu un meeting public de 6000 personnes dans la grande banlieue ouvrière de Terrassa.

Le Parti Populaire de Tierno Galvan, a tenu publiquement pendant le week-end de la Pentecôte son 3ème congrès qui s'est achevé aux accents de l'Internationale. Il est certain que si la social-démocratie bénéficie de la nouvelle loi, le Parti Communiste se manifestera de plus en plus au grand jour ainsi que l'extrême-gauche, et à plus forte raison le PSUC qui bien que communiste, porte l'adjectif de « socialiste » !

A cheval entre les deux périodes et deux systèmes, la société espagnole semble aujourd'hui totalement névrotique. D'un côté le gouvernement entrebâille la port aux associations politiques, de l'autre il emprisonne Santiago Alavarez, dirigeant du PC de Galice. Calvo Sotelo vieux conseiller monarchiste, Garcia Trevijano. Il refuse l'amnistie et frappe d'interdiction l'assemblée nationale des Commissions ouvrières convoquées à Madrid le 27 juin. On parle même de la démission éminente du ministre de l'Information Martin Camaro pour protester contre les mesures de censure que le Gouvernement voudrait lui imposer envers les hebdomadaires Cambio et Triunfo. Si la torture continue dans les commissariats.

En un mot, les manœuvres de réforme se brisent sur un écueil insurmontable : au moment où le réveil de la poussée des travailleurs est générale, il est impossible de trançonner les droits du mouvement ouvrier, d'accorder aux socialistes ce qu'on refuse aux communistes, ou aux communistes ce qu'on refuserait à l'extrême-gauche.

De notre envoyé spécial, Artur Grau.

USA

CARTER EN TETE DU HIT PARADE ELECTORAL

les Etats-Unis ont vu se dérouler mardi 8 juin les trois dernières des trente et une primaires commencées en février dans le New-Hampshire. Comme on pouvait s'y attendre, Jimmy Carter triomphe dans l'Ohio, tandis qu'une liste « non engagée », mais en fait acquise au gouverneur de Californie Edmund Brown et à H. Humphrey, remporte dans le New-Jersey une victoire à l'arrachée sur la sienne. Enfin, en Californie, Edmund Brown gouverneur de l'état l'emporte haut la main. Avec 1129 délégués, sur les 1505 requis pour l'investiture, Carter semble pratiquement assuré d'être, le 12 juillet à New-York, le candidat officiel du parti démocrate.

Les choses sont monnettes dans le camp républicain où cependant, le président Ford a écrasé son rival « conservateur » dans le New-Jersey et dans l'Ohio. Mais Ronald Reagan, grâce à la règle du « tout ou rien » a obtenu l'allégeance des 167 délégués de Californie, le plus gros « paquet » de toute la campagne. De ce fait l'avance de l'actuel président des Etats-Unis n'est plus que de 99 délégués et il lui faudra encore en trouver 167 pour obtenir l'investiture.

On le voit, les jeux sont loin d'être faits et la bataille va s'engager maintenant pour savoir qui ramènera dans son panier le plus grand nombre de délégués « non engagés » ou nouvellement élus par les comités électoraux des dix états qui n'ont pas encore procédé à la désignation de leurs délégués.

PARIS

UN EMISSAIRE DE PINOCHET

Enrique Valenzuela, ministre des Mines du Chili se trouve depuis hier à Paris pour participer à la réunion annuelle du CIPEC (Comité intergouvernements des pays exportateurs de Cuivre). Le CIPEC créé à Lusaka en 1967 comprend le Chili, le Pérou, le Zaïre et la Zambie, soit 40 % de la production du cuivre mondiale et 60 % des exportations. Sous Allende, la stratégie suivie par le Chili fut de transformer la CIPEC en une sorte d'« OPEP du cuivre » de manière à obtenir des cours de vente plus élevés.

Avec la junte et sa politique d'ouverture complète aux investissements étrangers et d'indemnisation des grandes compagnies US on assiste à un changement complet d'orientation.

Elle aurait constitué à la même époque des stocks de près de 100 000 tonnes pour les lancer sur les marchés dès que les cours seraient assez hauts. Puis lors de la réunion préparatoire de la CIPEC en novembre 75, la junte a commencé à émettre certaines réserves sur le maintien de la production, montrant par là le bout de son nez. C'est donc à une réunion particulièrement animée à laquelle devra prendre part l'envoyé de Pinochet. Il aura à se défendre des accusations précises et concordantes de la part des trois autres pays qui démontrent preuves à l'appui comment l'Anaconda et la Kenecott (US) tirent au Chili toutes les ficelles.

aux quatre coins du monde

APPEL DU COMITE CHILI

Après les propos immondes de Pinochet sur la question des droits de l'homme au Chili, ne laissons pas son émissaire se promener en paix à Paris. Le comité Chili demande à tous de téléphoner de jour et de nuit, toute la semaine, à l'ambassade Chilienne à Paris (551 53 63 ou 705 46 61) en affirmant : « Je demande la libération d'Edgardo Enriquez et de tous les prisonniers politiques ».

NOUAKCHOTT DE NOUVEAU ATTAQUEE PAR LE F. POLISARIO

Nouakchott, capitale de la Mauritanie a de nouveau été attaqué dans la nuit de mardi à mercredi par des membres du Front Polisario (voir Rouge N° 70). Certains auraient été fait prisonniers et dix membres du commando sahraoui qui ont attaqué Nouakchott mardi matin, ont été tués par les forces armées mauritaniennes, selon le quotidien mauritanien « Chaab ».

TURQUIE SEPT MORTS

Un violent engagement a eu lieu entre des forces de sécurité et un groupe de militants d'extrême-gauche dans le sud-est de la Turquie. Les militants, qui se sont retranchés dans une maison, ont ouvert le feu lorsque la police a voulu procéder à une perquisition; des rapports de police avaient affirmé que la maison servait de cache.

La fusillade, fait trois morts du côté des forces de police et un membre de l'organisation présentée comme « l'armée de Libération Populaire Turque ». Un passant tué en fin d'après-midi portait le chiffre à cinq pour la journée de mardi.

Les affrontements se sont poursuivis mercredi, faisant deux nouveaux morts. Cinq personnes, soupçonnées d'avoir tiré sur la police ont été arrêtées.

LE GRS MANIFESTE CONTRE LE QUATRE MATS CHILIEN

Les antilles, perles des Caraïbes. Les militaires chiliens n'ont pas goûté comme ils voulaient ce beau slogan d'agences de publicité. Le voilier école Esmeralda, un gigantesque quatre mats barque qui sert de navire école aux midships de la marine militaire chilienne avait fait escale le week-end dernier à Fort de France au cours de la traversée qui le conduit du Chili vers les Etats-Unis où il conduit les personnalités qui doivent participer aux fêtes du bicentenaire.

Le Groupe Révolution Socialiste (section antillaise de la 4ème Internationale) a organisé immédiatement une manifestation contre la junte chilienne. Les manifestants se sont dispersés sans incidents à l'arrivée de la police.

GRANDE BRETAGNE, LE RETOUR AUX ANNES 30 ? par Julien Tonnac

2/ POUR QUELQUES LIVRES DE PLUS

● Deux millions de chômeurs, 25 % d'inflation la Grande-Bretagne traverse la crise la plus grave depuis les années 30...

Rien ne permet de dire, malgré les promesses du gouvernement Callaghan, que cette situation puisse un jour s'améliorer. Entre 1963 et 1973, le taux de profit dans l'industrie britannique est tombé de 50 %. En deux ans, de 1973 à 1975, il a de nouveau chuté de moitié. Ainsi, pendant le premier trimestre 1976 les profits en chiffre réel s'élevaient à la moitié de ce qu'ils étaient en 1964. La baisse du taux de profit entraînant nécessairement une baisse des investissements, le taux de productivité de l'industrie britannique s'éleva moins rapidement que celui des autres puissances industrielles. Alors que ce taux ne progressait que de 36,6 % en Grande-Bretagne, entre 1965 et 1973, il progressait de 42 % en RFA, de 53,3 % en France et de 130,3 % au Japon.

« Pour cause de restructuration économique »

Les premiers à en subir les répercussions furent bien entendu les travailleurs des industries de transformation dont le nombre passa de 9

millions en 1964 à 7,7 millions en 1974. Dans l'ensemble de l'industrie métallurgique le nombre des hommes au chômage s'est accru en deux ans de 143,6 % tandis que celui des femmes progressait de 252 %. Dans l'industrie automobile, le chômage a progressé de 196 % en deux ans et les prévisions laissent à penser que ce ne sont pas moins de 140 000 emplois qui seront supprimés d'ici à 1985, entraînant une perte de 135 000 autres dans d'autres secteurs dépendant directement de l'industrie automobile.

Certains secteurs ont contribué plus que d'autres à l'accroissement du chômage et souvent sans autre but que d'opérer une restructuration de leurs activités, afin de mieux les rentabiliser. Ainsi en est-il de l'industrie textile, pour ne citer qu'elle, l'un des secteurs économiques les plus importants dans le Nord-ouest par le nombre de travailleurs qu'elle emploie et la masse des profits réalisés. Au cours des dix dernières années le textile a été totalement réorganisé et rééquipé, en grande partie grâce au soutien gouvernemental et aux deniers publics. Aujourd'hui, quatre groupes industriels contrôlent à eux seuls plus de

70 % de la main d'œuvre. Mais le résultat a été une baisse considérable de la masse des emplois qui de 582 000 en 1972 est passée à 495 000 en 1975, soit une perte de 15 %.

Et que dire de la construction où 196 000 ouvriers sont officiellement recensés « sans emploi », mais où la réalité est sans aucun doute trois fois supérieure aux statistiques officielles, un grand nombre d'entre eux ayant travaillé précédemment au noir ?

Bien entendu, le secteur privé n'est pas seul à être touché. Le secteur public fournit lui aussi son lot de « licenciés du fait de restructuration », le gouvernement travailliste ayant décidé de réduire « autant que faire se peut » la dépense publique. Parmi les logements sociaux, les transports publics. Sans oublier bien sûr, le gaz, l'électricité, les postes, le téléphone etc...

Seules les dépenses militaires continuent de croître fortement, contrairement à ce qui avait été prévu dans le manifeste pré-électoral du Parti travailliste. Pour l'année 75/76, elles constitueront 4 975 millions de livres sterling.

Une attaque sans précédent.

Mais le gouvernement travailliste de Callaghan ne s'attaque pas seulement à l'emploi. Pour « sortir la Grande-Bretagne de la crise » il vient de mettre au point avec l'aide de la bureaucratie du TUC (Trade union council : conseil syndical) une politique des revenus qui limiterait la hausse des salaires à deux livres cinquante pour ceux qui gagnent 50 livres par semaine, à trois livres pour ceux qui gagnent 80 livres et à quatre livres pour ceux qui gagnent plus.

Face à ces attaques répétées du gouvernement et de la bourgeoisie la riposte de la classe ouvrière semble étonnamment faible. Depuis l'été 75 et l'introduction du contrôle des salaires, le nombre des jours de grève n'a jamais été aussi bas que depuis 1958. Pas une seule occupation d'usine au cours des trois derniers mois, à peine une demi-douzaine en une année ! Alors qu'entre 1968 et 1975 (à l'exception des trois derniers mois) le niveau de combativité de la classe ouvrière n'avait jamais été inférieur à celui de l'année de la grève générale en 1926.

Le gouvernement Callaghan



Un patron soude les portes de son entreprise pour s'assurer que les ouvriers en grève ne partiront pas avec les machines ou les stocks... (IFL)

héritier de la politique de son prédécesseur, Harold Wilson - semble avoir réussi là où trois années de gouvernement conservateur avaient échoué. Après le référendum de juin 75 sur l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, le gouvernement travailliste, s'appuyant sur la bureaucratie du TUC, a lancé une offensive sans précédent contre la classe ouvrière dont le premier effet a été de semer la trouble et la confusion dans ses rangs.

L'effet de surprise aidant, le gouvernement et le patronat ont remporté quelques victoires significatives. Certains des secteurs parmi les plus combattifs de la classe ouvrière ont même subi de graves défaites, par suite du chômage de la répression bureaucratique et parfois des deux ensemble.

Cependant, il n'y a pas eu à proprement parler de véritable défaite de la classe ouvrière. Les travailleurs restent toujours massivement présents dans les syndicats et les femmes, en particulier, continuent d'y adhérer en grand nombre. Le mouvement des shopstewards n'a pas perdu de son ampleur et les attaques contre les syndicats rencontrent encore une résistance très forte. Bravant les consignes des bureaucrates, de nombreux syndicats - tels ceux des fonctionnaires d'Etat, des employés de bureaux ou le syndicat des mines dans le Nord-ouest - ont dit non à la politique des revenus proposée par le gouvernement. Celle-ci pour être adoptée, devra recevoir l'assentiment du congrès extraordinaire du TUC qui se tiendra en juin. Souvent les bureaucrates sont obligés de peser de tout leur poids dans la balance pour faire adopter ces mesures par les militants. Quelques jours après l'annonce par le gouvernement travailliste des restrictions budgétaires dans les secteurs publics, Jack Jones, dirigeant du syndicat des Transports qui regroupe 1 750 000 membres est intervenu personnellement au sein du TUC écosse contre une résolution soutenue par un conseil syndical critiquant la politique du gouvernement. Autant prendre une massue pour écraser une mouche. Mais en fait, cela n'avait rien d'étonnant : Jack Jones devait s'avérer être à l'origine de la nouvelle politique des revenus...
Demain : la solitude du cœur de fond

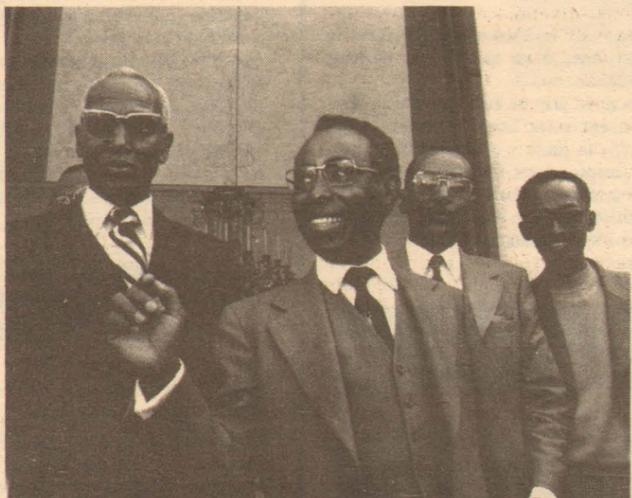


Sur la pancarte : « Sécurité de l'emploi, pas seulement sécurité sociale ! Agissons maintenant ! » Avant une manifestation locale sur l'emploi...

DJIBOUTI

LA CHUTE LIBRE D'ALI AREF

- Le gouvernement Giscard obligé de reconnaître la LPAI.
- Ali Aref en appelle à ses « amis gaullistes ».



Hassan Gouled et Ahmed Dini, de la LPAI, à leur sortie de l'Elysée.

La première phase des négociations sur l'indépendance de Djibouti entreprises le 25 mai à Paris s'est achevée par une rencontre des trois principales formations politiques avec Giscard. Elle consacre à l'évidence « le lâchage » d'Ali Aref. En effet, à l'issue de ces négociations, l'UNI (le parti Aref), la LPAI (principale force d'opposition) et les élus de l'opposition (appelé « fronde parlementaire ») ont signé un texte commun. Un texte qui réclame « une indépendance favorable pour le territoire dans le respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale ». L'accord se prononce également pour « la formation d'un gouvernement d'union ».

Quant à Ali Aref, qui pour l'occasion se proclame « gaulliste de toujours » et fait appel à ses anciens amis de l'UDR, pour que ne soit pas bradé « l'héritage », il n'était pas présent lors de la signature. Désavouant Farah Iltired, président de son parti (l'UNI) récemment créé, il a en outre attaqué Stirn, secrétaire d'Etat au TOM-DOM et sa politique « de bassesse et d'enfantillage ».

Il ne lui reste désormais plus qu'à attendre l'inévitable

motion de censure qui aura lieu certainement en juillet et le mettra définitivement en minorité.

A Djibouti, pendant ce temps, c'est l'attente. L'administration truffée d'amis d'Ali Aref fonctionne à vide après sa reprise en main par le Haut commissariat (qui dépend directement du gouvernement français) et l'influence grandissante de la LPAI. Les « pieds noirs » supputent sur leur avenir.

D'autres qui, depuis 14 ans, ont vécu dans le sillage d'Ali Aref tentent de se faire une virginité en créant « l'amicale des français neutres ».

Seule effervescence, celle des quartiers noirs, comme celui de Magalla, ou dans le bidonville de « chiffonville ». Là les discussions sur l'avenir du territoire et le « Thieu de Djibouti » vont bon train. Car même si Paris est décidé à lâcher son pantin, il restera à la LPAI à faire en sorte que ne l'emporte pas « la tendance qui veut lui donner un morceau d'étoffe comme drapeau et garder les structures coloniales » comme le soulignait récemment Ahmed Dini, son porte-parole.

F. Tenaille

Le débat sur les plus-values

APRES AVOIR PARLE « FORT » L'UDR VOTERA « BIEN »

Lors de son intervention à l'Assemblée nationale, Fourcade a reculé sur certains points chauds de son projet de taxation des plus-values.

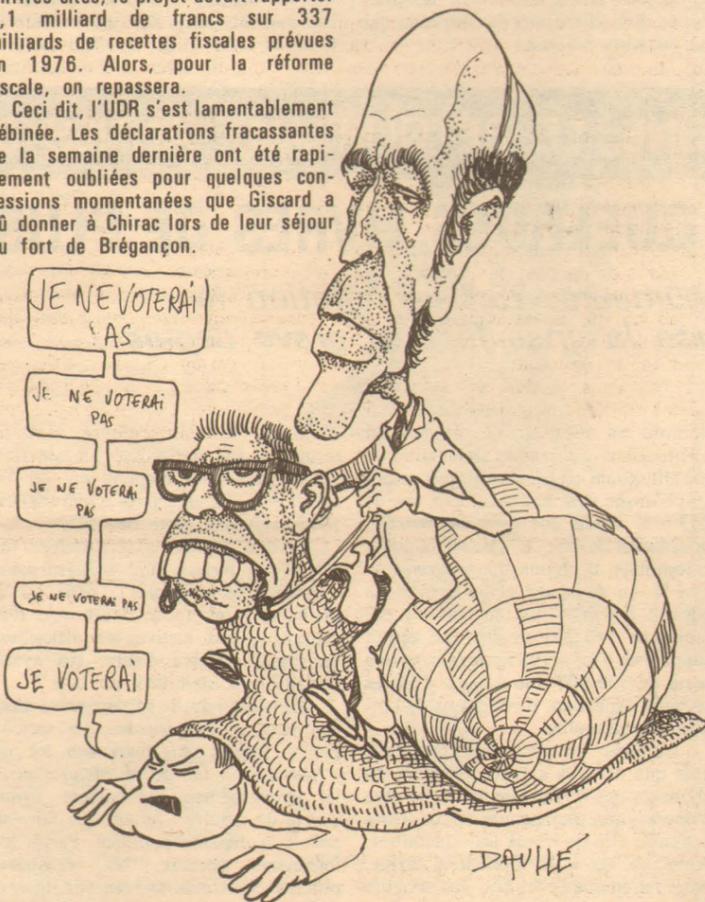
Tout d'abord, il est prêt à exonérer les plus-values réalisées à l'occasion de la vente d'une résidence secondaire lorsque cet immeuble est la seule propriété du vendeur. Dans la première mouture du projet, seule la résidence principale pouvait être exonérée.

Fourcade a implicitement accepté toute une série de « critiques » formulées par l'UDR. Mais ces reculades ne lui font pas peur et, sans honte, il continue à déclamer fièrement que le projet répond toujours à un souci de justice fiscale. Si l'on se réfère aux chiffres cités, le projet devait rapporter 1,1 milliard de francs sur 337 milliards de recettes fiscales prévues en 1976. Alors, pour la réforme fiscale, on repassera.

Ceci dit, l'UDR s'est lamentablement débinée. Les déclarations fracassantes de la semaine dernière ont été rapidement oubliées pour quelques concessions momentanées que Giscard a dû donner à Chirac lors de leur séjour au fort de Brégançon.

Pendant la semaine qui vient, on assistera quand même à une bataille d'amendements relativement dure. L'UDR tentera, par tous les moyens possibles de transformer fondamentalement la loi pour la rendre totalement inapplicable. Sa perspective est de renouveler l'expérience de la « Serisette » - taxe conjoncturelle sur les entreprises - où, à force d'amendements, le gouvernement n'a même pas jugé bon de la faire appliquer.

Le problème est donc de savoir quel sera le point de non retour inacceptable pour Giscard et Fourcade. Leur perspective initiale visait en effet à tenter de donner une image réformatrice du gouvernement.



Contre Hersant, Hachette et Amaury

UN « ACCORD CADRE » ACCEPTABLE ?

Le comité intersyndical CGT du livre parisien présente de façon de plus en plus pressante les « accords-cadres négociés avec le patronat qui permettraient de moderniser les entreprises de presse dans les « meilleures conditions possibles ». Dans l'« humanité », la campagne est commencée depuis l'article de Roland Leroy pour défendre cet accord « sérieux et raisonnable » :

Marie-Rose Pineau, Henri Krasucki ont pris successivement la parole pour montrer que l'accord était avantageux pour le patronat, qu'il n'y avait plus - hormis Amaury du Parisien Libéré - que France-Soir (Dominique Ferry et la FEP) et le Figaro (Hersant et la SIRIO) pour le refuser. Tous les autres quotidiens ont en effet accepté les termes d'un accord cadre qui permettrait selon la CGT de résoudre le conflit du « Parisien Libéré », en même temps que la modernisation de l'ensemble de la profession. Une pré-retraite serait accordée à tous les travailleurs de 57 ans, la garantie de l'emploi ne serait prévue que pour les seuls travailleurs touchés par la modernisation du matériel, ceux-ci ont suivi des cours de reconversion, ils sont prêts... » la conclusion d'un accord régional, non seulement ne

serait pas un obstacle à la modernisation des entreprises mais au contraire, elle permettrait qu'elle se fasse dans les meilleures conditions possibles » dit le comité intersyndical du livre. Fort de l'accord des autres journaux quotidiens (L'Aurore, les Echos...), la CGT s'en prend donc centralement aux deux fiefs que le pouvoir est en train de contrôler, de refondre, pour son meilleur usage (le Figaro et France Soir). Les deux mastodontes, avides de modernisation, ne veulent pas entendre parler de ré-employer les ouvriers du livre, aussi bien ceux licenciés par Amaury que ceux « formés » aux nouvelles techniques. Ils préfèrent une autre main d'œuvre moins coûteuse, et non syndicalisée. Ils font trainer les choses, se retirent du syndicat de la presse parisienne plutôt que d'avoir à supporter ces charges, en un mot, leur perspective est d'aider Amaury à liquider le monopole du syndicat du Livre tout en refondant leur propre système de presse.

Mais France-Soir et le Figaro doivent cooter aussi avec les journalistes, et, malgré les épurations récentes, il en reste assez, syndiqués et combattifs, pour que l'objectif d'une solidarité des différents salariés de la presse soit rendue possible contre les nouveaux

Avec les chrétiens, à Lyon

Marchais descend dans l'arène

Le Parti Communiste Français a orchestré une grandiose mise en scène à propos de l'allocation de Georges Marchais en direction des chrétiens. Aujourd'hui à Lyon, le secrétaire général du PCF fera un discours déjà qualifié « d'événement exceptionnel » et « d'étape inédite », par le PCF. Maxime Gremetz, membre du Bureau politique du PC, chargé des relations avec les chrétiens, a expliqué le 8 juin dans L'Humanité qu'il n'y avait comme « précédent historique comparable » que « la politique de la main tendue lancée par Maurice Thorez aux travailleurs catholiques, il y a quarante ans, au printemps 1936. » Que dira-t-il ? Et quel sera le résultat ? En tout cas, ça commence mal : le cardinal-archevêque de Lyon vient de réaffirmer que pour les chrétiens « il y avait incompatibilité entre l'idéologie marxiste et la foi chrétienne ». Comme quoi, si l'on abandonne la bonne vieille tradition ouvrière anticléricale, on n'est même pas payé en retour par ces gens là : ils y tiennent à leur opium du peuple.

Le CAP intérieur de Fleury-Mérogis communique :

« Hadjaj Taleb, détenu en cours d'instruction dans l'affaire de l'avenue de Breteuil, reste l'otage de Ponia et de la brigade anti-gang. (...) Il n'y a toujours aucune preuve contre lui mais l'administration pénitentiaire le garde et, naturellement, le classe « dangereux » puisque Ponia l'a dit. Nous ne trouvons pas d'autre explication au placement de Hadjaj au quartier de sécurité Bât. D.S. (...) C'est un individu qui risque d'avoir été rendu « dangereux » par ses conditions de détention inhumaines qui sera présenté au jugement. Le CAP intérieur de Fleury-Mérogis demande au CAP extérieur d'intervenir auprès du juge d'instruction, M. Floch, ainsi qu'auprès de toutes les organisations professionnelles de la justice afin qu'elles restent vigilantes face à l'utilisation arbitraire de ce quartier de sécurité ».

Le PSU organise les 12 et 13 juin 1976 à La Courneuve sa « fête annuelle de l'autogestion »

Entrée 20 F - spectacle théâtre, films, cirque

DEBATS : « Sommes-nous en 1934 ? » s'adressant aux journalistes,
« La magistrature » avec le MAJ et le syndicat de la magistrature,
« Gauche : pose ou mobilisation populaire »,
« Unité populaire et autogestion ».

et Robert Charlebois, Gilles Servat, Archie Shepp, Jacques Higelin, Au Bonheur des dames, Etron fou, Mouloudji, Steve Lacy, Tom Paxton, Lavilliers, Soho, etc.

notes politiques

LES DISPARUS DE L'ILE D'YEU

Les services de Poniatowski avaient assigné à résidence depuis plusieurs mois, fix basques à l'île d'Yeu. Des gendarmes mobiles avaient été placés en faction près de l'embarcadere pour que les « prisonniers » ne puissent s'enfuir et chaque matin, ceux-ci devaient venir signer à la gendarmerie locale. C'était là un des menus services que le ministre de l'Intérieur français avait rendus à son collègue espagnol. Eh bien, toutes les mesures de sécurité n'auront guère servi puisque les six basques ont disparu dans la nuit de lundi à mardi. A l'heure qu'il est, les hommes du prince les cherchent encore et, espérons le, les chercheront encore longtemps.

ECRIEZ AUX DEUX ANTI-FASCISTES EM-PRISONNES

Depuis plusieurs semaines, nos deux camarades Jean-Jacques Lahyani et Serge Mazoué sont emprisonnés pour s'être défendus lors d'une agression fasciste. Il faut rappeler que les juges de la 23^e chambre correctionnelle les avaient condamnés pour cela à un an pour Jean-Jacques et huit mois pour Serge. Il faut également rappeler qu'un membre d'une organisation d'extrême-droite, arrêté après une attaque de la faculté de Dauphine s'était vu infliger la peine de quatre mois avec sursis. Deux poids, deux mesures. En attendant le passage en appel, Serge et Jean-Jacques restent seuls toute la journée dans leurs cellules. Ces derniers temps, les lettres se font de plus en plus rares. Il faut leur écrire :

Serge Mazoué, n° d'écrou 183887 C 310

Jean-Jacques Lahyani n° d'écrou 183889 F 210
Maison d'arrêt de la Santé, 14 rue de la Santé 75014

LE NOUVEL ECONOMISTE: UN JOURNAL QUI PORTE LA POISSE

Après la mort de M. Chaîne, PDG du Crédit Lyonnais, on vient d'apprendre le décès, cette fois tout naturel, de M. Richard, PDG du groupe Thomson. Ces deux individus avaient eu « l'honneur » de figurer, à quelques semaines d'intervalle, en première page du Nouvel Economiste.

Cet hebdomadaire récemment créé par la fusion des Informations et d'Entreprise, à de très importants actionnaires : d'une part Hachette et d'autre part Usine Publication. Cette dernière est elle-même contrôlée en partie par Havas qui est, elle, sous la direction de l'Etat. Ouf, on s'y retrouve.

Le nouvel Economiste, hebdomadaire bien-pensant, on s'en douterait en voyant ses actionnaires, pourrait donc faire peur aux dirigeants du patronat qui se risqueraient à figurer sur sa couverture.

Après la mort des deux PDG, à qui le tour ?

Au procès du brigadier Marquet assassin de Mohamed Diab UN POLICIER EN DESSOUS DE TOUT SOUPÇON

Ce n'est qu'une coïncidence bien sûr, mais qui a le mérite de souligner la permanence de certaines pratiques policières : le lendemain du jour où l'on annonce l'ouverture d'une information contre des policiers marseillais qui, pour leur extorquer des aveux, ont torturé deux jeunes gens, s'ouvre devant la Cour d'Appel de Paris le procès du sous-brigadier Marquet qui a abattu un travailleur algérien Mohamed Diab.

L'affaire remonte au mois d'octobre 1972, et elle a duré, duré... Arrêté un soir de ce mois-là, pour incidents sur la voie publique, Mohammed Diab ne devait pas ressortir vivant d'un poste de police de Versailles où il avait été emmené. Le sous-brigadier Marquet, « se sentant menacé » comme il le déclara plus tard, l'avait abattu d'une rafale de pistolet mitrailleur.

Le procès de Marquet ouvert devant le tribunal correctionnel de Versailles trois ans plus tard devait clairement montrer que l'inculpation d'homicide involontaire en vertu de laquelle il était poursuivi ne tenait pas devant les faits : Marquet, en flic raciste émêché, avait froidement abattu Diab qui ne le menaçait nullement. Aussi le tribunal correctionnel se déclarait incompétent.

Sur appel de Marquet, peu content d'une décision qui risquait de l'envoyer devant la Cour d'Assises, la cour d'appel de Paris réexaminait hier, l'affaire. Il fallait juger la qualification juridique des faits (délit ou crime renvoyant au

tribunal correctionnel ou en Cour d'Assises), et donc la cour les a repassés en revue. Comme lors du procès de première instance les mêmes évidences se sont heurtées aux mêmes invraisemblances soutenues par un Marquet buté cachant mal son étonnement de se retrouver sur le banc des accusés alors qu'il avait agi « en état de légitime défense ».

Invraisemblables en effet les raisons qui l'on poussé à prendre un pistolet-mitrailleur plutôt que son pistolet réglementaire ; invraisemblable sa « peu panique » alors que Mohamed Diab était mains nues et lui (bien trop bien) armé ; invraisemblable aussi la tentative de Diab de le désarmer, ce qui suppose un combat au corps à corps, alors qu'on n'a retrouvé aucune trace de poudre sur le cors de la victime, ce qui suppose qu'elle a été atteinte à distance convenable de l'arme.

Des invraisemblances, il y en a eu d'autres. Des contradictions aussi. Comment s'en étonner ? A l'époque des faits, Marcellin était ministre de la police, et la consigne était de couvrir systématiquement toutes les « bavures », tous les excès.

La Cour d'Appel a maintenant deux solutions : soit elle estime qu'il s'agit d'un crime et l'affaire sera alors renvoyée devant une Cour d'Assises ; soit elle déclare qu'il ne s'agit que d'un délit et elle devra prononcer une peine sanctionnant l'homicide involontaire.

L'affaire se poursuivra le 30 juin
Georges Marion

LE SCANDALE DES VINS CORSES UN PROCES POUR FAIRE CONTRE-POIDS A UNE CONDAMNATION DE SIMEONI ?

Après cinq jours de débats et de plaidoeries, on commence à voir clair dans le scandale des vins corses. Pour surmonter la crise du vin de table de 1973-74, cinq sociétés (Covirep Sté des Frères Cuaz, Evita, Sovincor, Infantes Europe) vont se réunir et s'entraider par tous les moyens. Ces sociétés ont des points communs ; leurs directions sont assurées par des pieds noirs qui tour à tour vont faire jouer la corde sensible de la solidarité. Pour pouvoir arriver à gérer 50 % de la production corse, elles vont s'endetter au maximum, tant auprès des banques que des petits viticulteurs corses. Lors de la crise du vin, elles vont les unes après les autres se retrouver en cessation de paiement et confrontées aux revendications des viticulteurs corses qui exigent le partage des immenses domaines des rapatriés au bénéfice des jeunes agriculteurs et présenter un front uni face aux importations étrangères. Plutôt que de passer par un assainissement du marché, les dirigeants des sociétés inculpées vont tout faire pour éviter de déposer leur bilan. Elles vont mutuellement se signer des traites de complaisances et passer des contrats bidons de vente de récoltes, ce qui en terme des affaires s'appelle « cavaleries » et « habillage ». Cela va leur permettre tout en sachant le véritable état de leur trésorerie d'espérer obtenir de nouveaux prêts, des organismes bancaires. Mais, comme cela n'est pas suffisant, une « goutte d'eau dans un océan de vin » dira le président Guht, elles vont passer un contrat d'achat avec la société Mattei pour 11 millions de NF tout en sachant qu'elles ne pourraient pas payer.

Pourquoi Mattei ? parce que son PDG, Borgnetti, ancien trésorier général de la Régie Renault est en butte au ministère de l'Intérieur et de l'industrie « qui l'a démissionné », dit-il du fait de ses sympathies autonomistes. Il leur semble donc que Mattei ne bénéficiera pas d'appuis élevés et présente tout le profil d'une proie facile. C'était sans compter sur la force des viticulteurs corses qui las de dénoncer le scandale sans que nul ne les écoute, vont le 21 et 22 août, occuper la cave de Delpeille, PDG de la Sovincor à Aléria. Occupation qui se terminera par le drame actuellement jugé par la Cour de Sureté de l'Etat.

Dans son réquisitoire, le procureur Curti a réclamé de très lourdes peines contre les fraudeurs. Pour Boyer et LaHaille de la Covirep et les frères Cuaz, les maximum de prison (5 ans ; pour Depelle et Wormser, deux ans fermes. Pour les autres, des peines mixtes (prison et sursis) et le sursis simple pour Mme Wormser.

On ne pourra s'empêcher de rapprocher ce réquisitoire de celui qui sera prononcé contre Edmond Siméoni et ses co-accusés dans quelques jours. Il serait fort possible que l'on se rende compte que notre justice essaie de se donner une image d'équité en tapant aussi fort à droite qu'à gauche. Ce qui permettrait au pouvoir de sortir de la mêlée par la petite porte du statut-quo. Mais, est-ce qu'une condamnation exemplaire des trafiquants corses serait suffisante pour désamorcer la colère qui agite « l'île de Beauté », si Siméoni et ses co-accusés étaient condamnés ?
Jean-Gilbert du Cap

POUR QUE ROUGE PASSE L'ETE

Sur le plan financier, nous traversons une situation très difficile. La vente qui tourne autour de 10 000 exemplaires vendus ne nous permet pas d'équilibrer notre budget. Elle va baisser pendant l'été et nous ne pourrions l'augmenter qu'en septembre, en lançant une grande campagne de popularisation à l'occasion de la nouvelle formule sur 16 pages.

Nous attendons un remboursement de la TVA de 200 000 F qui n'arrivera que plus tard. Pour traverser ce passage difficile, il nous faut absolument votre aide. Concrètement, cela signifie pour tous ceux qui le peuvent de souscrire immédiatement un abonnement vacances et de participer à la souscription massivement. Les banques nous refusant tout découvert, pour des raisons politiques, il faut que la souscription atteigne 400 000 F avant le 1^{er} septembre. La sortie pendant les vacances n'aggraverait pas le déficit si nous



vendons 4500 exemplaires par jour, ce qui est possible.

Il faut des années pour arriver à équilibrer un journal (cf Libération). La survie d'un quotidien révolutionnaire est un combat permanent.

POUR PASSER LE CAP DE JUIN ET DE L'ETE, AIDEZ NOUS A TROUVER 400 000 F. ABONNEZ-VOUS ! SOUSCRIVEZ !

SOUSCRIPTION

Ancien total	154 504,80	Sympathisants caisse épargne Lyon	440,00
G.Y. Nice	50,00	G.T. ORTF	120,00
Diffuseurs Nice	70,00	G.T. Renault Bureaux	500,00
F.F. Cachan	300,00	Y.C. Paris	1 000,00
Etudiant Orléans	100,00	Diffuseurs Lille	510,00
J.B. ouvrier Orléans	10,00	Diffuseurs Nantes	2 000,00
Pipo Toulouse	400,00	Nouveau total	160 534,80
J.M. Chatillon Coligny	200,00		
Pour un journal révolutionnaire intelligent	100,00		
T.C. Volx	50,00		
Comité rouge Genevillier-Asnières	80,00		
M.C. St-Etienne du Rouvray	100,00		

Les chèques, libellés à l'ordre de Pierrette Chenot, sont à envoyer au journal, 3 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil.

UNE SEMAINE POUR ROUGE

CHAQUE LECTEUR EST CONCERNE
CHAQUE LECTEUR DEVIENDRA UN PROPAGANDISTE
ACTIF DU QUODIDIEN

COMMENT ?

- En achetant plusieurs numéros à son kiosque pour ensuite les donner ou les vendre autour de soi.

- Chaque cellule de la LCR, Groupe Taupes, Comité Rouge, organisera des ventes publiques à la porte des entreprises, dans les métros, les marchés, les gares et du porte à porte...

- Une affiche nationale dessinée par Wolinski, et tirée à 50 000 ex sera collée massivement dans toute la France.

Dés maintenant, prévenez votre kiosque du nombre d'exemplaires en plus que vous prendrez. Nous allons augmenter de 40% leur approvisionnement pour cette semaine de promotion.

Si chaque lecteur de Rouge en gagne un seul autre, nous doublerons la vente. C'est évident, mais il valait mieux le dire.

ABONNEMENTS D'ETE

Vous allez partir, souvent fort loin, parfois fort longtemps. Et vous n'avez même pas pensé que vous alliez être privés de votre Rouge quotidien.

Heureusement, on est là pour réfléchir à votre place. Une solution : l'abonnement vacances.

Alors, on vous offre, au choix :
- Un abonnement de 15 jours pour la modique somme de 20 F.
- Un abonnement d'un mois pour la modique somme de 40 F.
- Un abonnement de deux mois pour la modique somme de 60 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Adécouper et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue Richard-Lenoir, 93100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM
PRENOM
ADRESSE : RUE
N° VILLE
CODE POSTAL

PERIODE CHOISIE : Du Au

TARIFS	15 jours	1 mois	2 mois
FRANCE	20 F	40 F	60 F
ETRANGER	33 F	65 F	100 F
AVION	: écrire au journal		

IDEAL STANDARD (Dammarié-les-Lys)

UNE « SIMPLE OPERATION DE POLICE ? »

- 9 grévistes devant le tribunal hier
- Décision de justice dans huit jours

Mercredi, à partir de 8 heures, les voitures arrivent sur le parking qui jouxte l'usine. Ce sont les premières délégations de solidarité qui sont venues à l'appel de la section syndicale CGT pour soutenir les neuf camarades qui vont passer tout à l'heure devant le tribunal. Le PCF a décidé d'appeler à 10 heures. Pas dans l'entreprise, ce que de nombreux travailleurs ne comprendront pas.

Ici, dans l'usine, une seule question : « Serons-nous assez nombreux ? ». Car les occupants veulent faire de cette journée une démonstration de force et d'unité. Petit à petit la cour se remplit. Une vingtaine de lycéens sont venus. Un « Comment allez-vous ? » cordial les accueille. Au cours des longs mois d'occupation, chacun a pu apprendre à se connaître.

Petit à petit, l'usine Idéal-Standard est devenue un pôle dans la région. Des militants syndicaux ont tenu à répondre à l'appel de la section CGT. De nombreuses boîtes sont là : Affinet, Actif-Avio, CGEA, Carrefour, Luchard. Un délégué CFDT d'Escobrie, garage dont les ouvriers avaient mené une lutte soutenue à fond par ceux d'Idéal, est également présent. Ainsi, dans l'entreprise, se construit un rapport de force qui pèsera tout à l'heure.

La « charrette des 9 »

« Tiens les saloperies sont déjà là » souffle un travailleur qui constate

la présence à côté de l'usine d'un véhicule de la police. On plaisante un occupant acharné qui ne se trouve pas dans « la charrette des 9 » qui va tout à l'heure comparaître devant le tribunal des référés. 9 choisis au hasard, 9 otages. Certains échangent des réflexions sur « les oranges » que chacun se propose d'amener aux futurs condamnés.

A 9h 30, la décision est prise : « On y va ». Plusieurs dizaines de véhicules qui se rendent au palais de justice de Melun en klaxonnant

Les travailleurs d'Idéal arrivent rapidement sur les lieux. Il s'avère que le puissant « rassemblement » du PCF se résume à quelques individus. Manifestement, il n'a pas fait le forcing. La petite salle du tribunal est vite comble. Deux cents personnes s'entassent. Les avocats sont là. « Ce n'est pas le même qui représente le patron » déclare un travailleur qui avait assisté à l'audience de Bobigny. Ceux d'Idéal-Aulany qu'on jugeait alors rendent la pareille aujourd'hui. Ils sont présents.

Après l'entrée du président, la séance commence. L'avocat des syndicats parle des « stocks bloqués », noie sa démonstration sous une avalanche de chiffres et résume l'affaire à « une simple opération de police », afin de « faire évacuer les lieux ». Pour ce

cher homme, il faut accomplir cela pour « donner une nouvelle chance à l'usine ».

Une procédure expéditive

Onze heures. Le président annonce que la décision sera rendue sous huitaine. Chaque partie demande la nomination d'un médiateur. Les voitures repartent vers l'usine de Dammarié. Plus de 150 personnes ont tenu à accompagner les occupants qui poursuivent leur action. On discute de la « prestation » des avocats, on échange ses premières impressions. Un apéritif est offert à tous. Le maire de Dammarié, Madame Pouvrost, tient d'abord à rappeler « l'action continue de la municipalité ». Un responsable syndical intervient alors pour se féliciter du soutien recueilli et remercie les lycéens de leur présence.

Ces petits discours terminés, chacun se rue sur le pastis. Un peu plus tard, un repas réunira militants politiques et syndicaux de diverses tendances. Ce souci de créer un front le plus large et le plus unitaire possible, sans exclusives contre qui que ce soit, c'est un des éléments qui fait la force des grévistes d'Idéal. Hier soir, ils s'apprétaient à passer une nuit de plus dans l'usine. Pas la dernière.

S.M.



Avant de partir pour le tribunal, les grévistes se regroupent près des fameux radiateurs qui constituent leur « trésor de guerre ».

R.A.T.P.

La tour prend garde !

Une conférence de presse des syndicats CGT, CFDT et FO-ATMIC de la RATP a donné hier après-midi une large information sur certains projets de restructuration-rentabilisation de la direction de la RATP, concernant en particulier le regroupement du personnel administratif de la Régie.

Mais ce qui est particulier c'est que les travailleurs ont refusé le

projet de construction d'une de ces tours-bureaux-étouffoirs qui hérissent Paris. C'est en effet par 88 % du personnel concerné que la direction s'est entendue dire non à la climatisation, aux bureaux-paysagers etc., toutes choses dont les travailleurs ont maintenant une large et amère expérience. (Rouge reviendra plus longuement sur ces problèmes).

Il faut noter que les syndicats ayant largement appelé le personnel à participer à cette conférence de presse, la direction a jugé bon d'essayer de l'interdire et a menacé de sanctionner les travailleurs qui débrayeraient pour y prendre part.

LE CONGRES DE LA CFDT VU PAR LA PRESSE D'EXTREME-GAUCHE

Politique Hebdo

● Dans Politique Hebdo, Alexandre Biloué souligne l'effort de Maire pour faire apparaître une majorité cohérente « en forçant le débat, en exagérant les différences existant au sein de la confédération, en les transformant en divergences difficilement surmontables ». Mais, ajoute-t-il, « On ne peut homogénéiser une majorité sur le refus, sur la peur du gauchisme, surtout dans une organisation comme la CFDT. » Le résultat est donc une majorité faible, alors qu'« il est difficile de gouverner un bateau comme la CFDT avec moins de soutien encore qu'après le congrès de Nantes ». Et Biloué conclut : « Ce qui ressort de ce congrès, c'est la tentative de marginaliser l'extrême-gauche dans la CFDT et dans le mouvement social. Or celle-ci s'alimente souvent des insuffisances de la gauche traditionnelle et répond de façon radicale à des problèmes qui ne peuvent être niés par aveuglement, mais qui existent et que l'on ne peut effacer par exorcisme. Ce qui ressort aussi, c'est l'impossibilité de normaliser, de stabiliser la CFDT dans ce qu'elle représente comme contradiction vivante. Elle restera une inconnue pour la gauche qui aspire à gouverner. »

Tribune Socialiste

● Tribune Socialiste, hebdomadaire du PSU, consacre un dossier de quatre pages au bilan du congrès.

Pour J. Y Sparfel et E. Carroube, ce qui l'a d'abord marqué c'est une « homogénéité sur les grandes orientations » : « Pour ce qui est des grands objectifs : indépendance de la CFDT dans la perspective d'une victoire de la gauche en 1978, unité d'action avec la CGT, conception de

l'Union des forces populaires, condamnation du productivisme (la résolution action réclame simultanément la réduction progressive du temps de travail hebdomadaire à 35 heures, la cinquième semaine de congés payés, la suppression du salaire au rendement, la réduction des cadences), ce congrès est unanime et c'est important ».

T. S. note l'apparition d'une opposition à la majorité confédérale, mais regrette la façon dont elle s'est manifestée et en particulier le type d'amendements choisis par la commission des résolutions, jugés « partiels et très souvent trop minoritaires » : « Bien sûr, expliquent les rédacteurs, la synthèse est apparue parfois difficile entre les apports d'origines idéologiques diverses, mais pourquoi avoir organisé des oppositions caricaturales ? Pour mieux isoler les adversaires ? Cette façon de clarifier les bases de la majorité nous paraît dangereuse ».

T. S. regrette également l'attitude de Jeannette Laot qui « a accusé les « six » d'être une tendance et a pratiqué l'amalgame entre eux et les courants d'extrême-gauche ». Le journal publie d'ailleurs en bonne place le communiqué des « six » qui se démarque des « soi-disant courants anarchisants, trotskystes ou maoïstes ».

Après avoir distingué la « gauche syndicale » de ceux que Maire appelle les « coucous », et qui « ont obtenu 20 % sur certains amendements », T. S. note que « bien des ambiguïtés subsistent parmi les « six » : les éléments du CERES ont parfois fait bande à part, refusant de voter les amendements sur l'armée et l'organisation des soldats (qui a obtenu 18,8 % des mandats) ou sur les comités de grève présenté par les Banques (30,60 %). On ne peut non plus oublier que E. Le Beller a justifié dans son intervention la participation CFDT aux Assises ».

A propos du CERES, TS constate que ses partisans ne se sont pas manifestés pour défendre le Programme Commun, ne serait-ce que comme un « point de départ minimal ». C'est, selon Y. Sparfel et E. Carroube, « un premier acquis de ce congrès ».

T. S. insiste en conclusion à la fois sur l'unité de la diversité de la CFDT : « cette diversité dans l'unité reste une des conditions d'avancée, mais aussi d'efficacité de la CFDT face aux prochaines échéances ».

Informations Ouvrières

● Sous un titre évocateur (« le roi est nu ») Informations Ouvrières, journal de l'OCI se livre à une revue de presse sur le congrès CFDT, où le journal La Croix figure en bonne place. Elle se termine par une conclusion en forme de réquisitoire : « Pour la défense de la propriété des moyens de production ; contre le « pouvoir de la classe ouvrière » ; contre le front unique des syndicats et partis ouvriers, c'est la CFDT. Une organisation « responsable ».

A la botte de l'impérialisme américain, dont le représentant au congrès d'Annecy, après avoir accepté l'amende peu honorable d'Edmond Maire, a certainement apprécié les propos de ce « terrible révolutionnaire » à leur juste valeur ».

Lutte Ouvrière

● Lutte Ouvrière du 29 mai consacre au congrès CFDT une demi-page centrée sur la critique du rapport présenté par Edmond Maire. « Maire et les dirigeants cédétistes, écrit Jean-Pierre Vial, ont beau saupoudrer leurs déclarations de références généreuses - d'autant

plus généreuses qu'elles sont vides - à l'auto-gestion, il n'en reste pas moins qu'ils se préparent à jouer le rôle d'agents de la politique de Mitterrand au sein de la classe ouvrière, au cas où celui-ci serait appelé au gouvernement ». Cela dit, le lecteur de LO ne saura peut-être jamais qu'une opposition à l'orientation d'Edmond Maire s'y est manifestée, car cela n'est pas dit dans l'article, et le numéro suivant (qui consacre 4 pages à la fête de LO et 6 pages à juin 36) n'en fait même pas mention.

Est-ce une façon de dire que les débats des congrès syndicaux ne sont que des mots, et qu'ils n'ont que peu d'implications sur les luttes des travailleurs ?

Révolution

● De son côté Révolution ! tire de ce congrès un bilan d'échec pour le Bureau national : « Le but évident du BN était de chercher à démontrer qu'il y a à la CFDT une petite minorité d'ultra-gauche et une large majorité autour de la direction confédérale. Mais cette tactique a échoué, beaucoup ont refusé ce chantage en s'abstenant sur ces amendements, ou en votant pour, même si cela ne représentait pas exactement leur position.

Dans le congrès, il y avait en fait plus de 20 % des mandats qui soutenaient la plupart des amendements s'inscrivant dans une perspective révolutionnaire, et 15 % environ qui reprenaient des positions proches des 6 structures confédérales qui avaient élaboré un texte de contribution au débat (Banques, Construction, Bois, Hâcutex, PTT, Santé et UR-Rhône Alpes). » De cette analyse, Révolution titre une conclusion optimiste : « ce congrès marque un coup d'arrêt à l'intégration et à la soumission de

la CFDT à l'Union de la gauche. Dans ce congrès, le BN de la CFDT n'a pas obtenu le chèque en blanc qu'il espérait pour développer l'électoratisme et jouer le jeu légaliste et gouvernemental en cas de victoire de l'Union de la gauche en 78 ».

L'Outil des travailleurs

● L'outil des travailleurs, hebdomadaire de l'OC-GOP qui consacre deux pages au congrès se montre surpris par l'ampleur de l'opposition : « nous avons sous-estimé la force des aspirations à un syndicalisme offensif organiquement lié à toutes les forces d'initiatives ouvrières, débarrassé de l'emprise sociale-démocrate, à un syndicalisme qui n'attendrait pas 1978 pour préparer la contre-offensive d'ensemble contre le régime. C'est cela qui s'est exprimé à ce congrès à travers de nombreux votes, même lorsqu'une partie de la gauche officielle s'abstenait ou reportait ses votes sur la majorité réformiste. C'est dire à quel point les choses sont mouvantes à la CFDT, à quel point les responsabilités des révolutionnaires sont écrasantes si nous voulons contribuer à l'unification et au développement d'une large gauche syndicale (...). Quelles sont les perspectives de cette « gauche syndicale » ? L'outil explique qu'elle « est porteuse d'une orientation, encore en pointillés, qui peut permettre le renforcement d'un syndicalisme offensif, se construisant à partir des luttes les plus avancées et faisant progresser dans la classe ouvrière une critique de gauche des projets réformistes et notamment du PCF. On est loin de la construction d'une micro-tendance chère aux trotskystes ! »

ALSTHOM LA ROCHELLE

UNE REPRISE MOUVEMENTEE

● La grève a continué mardi malgré un vote majoritaire pour la reprise du travail

Les métallos de La Rochelle ont repris le travail hier. Les résultats des votes sont les suivants : dans l'entreprise Alsthom, sur 1400 votants, 768 ont voté pour la reprise, et 664 ont voté contre. Aux chantiers navals, sur 730 votants, 498 ont voté pour la reprise, et 232 ont voté contre ; à la SEMAT, sur 146 votants, 83 ont voté pour et 63 ont voté contre, et à la STIMA, il y a eu 27 pour et 27 contre. Dans chaque entreprise, s'est manifestée une grosse minorité en faveur de la poursuite de la grève. A l'Alsthom, la reprise a été plutôt mouvementée.

De notre correspondant

Dès le mardi après-midi, après avoir annoncé le résultat des votes, les délégués CGT et CFDT appelaient de façon pressante à la reprise, puisque la majorité en avait décidé ainsi. Malgré tout aucun ouvrier ne rentrait, la porte étant bloquée par des pneus enflammés. A 16 heures environ, les délégués

syndicaux interviennent à nouveau et réussissent à faire rentrer tout le monde. Mais le vestiaire est occupé, ce qui empêche ceux qui le veulent d'enfiler leurs vêtements de travail. En fait, très vite, l'usine entière sera occupée et paralysée. Certains affrontements se sont même produits dans les locaux de la direction. En fait donc il n'y a

pas eu de reprise du travail mardi après-midi.

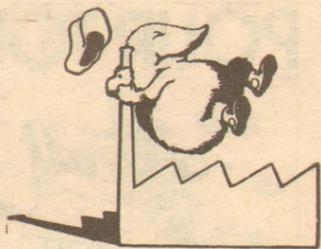
Mercredi matin : les travailleurs s'agglutinent devant la porte. A la première sonnerie, personne ne rentre. A la seconde sonnerie, quelques uns rentrent ! Les délégués syndicaux en colère posent la question de confiance. Ils parlent d'un risque de lock-out. Les ouvriers rentrent. Mais spontanément, un défilé d'une centaine de personnes s'organise. Des bureaux de la direction sont inondés à coups de lances à incendies, des extincteurs sont ouverts, des corbeilles à papiers et des machines à écrire renversées, une pointeuse est démantibulée. Progressivement les

choses se calment et le travail reprend, mais sans conviction aucune.

Il est certain que tout n'est pas fini. Si la direction d'Alsthom pensait qu'une grosse majorité d'ouvriers était décidée à reprendre le travail la tête basse, elle en est pour ses frais. Elle se retrouve face à une forte minorité, qui non seulement est rentrée la tête haute, mais qui apparemment a l'air décidé à en découdre. Si l'action ne reprend pas de façon ouverte avant les congés, on peut s'attendre à une baisse des cadences. Attention aussi aux règlements de comptes. Trop de rancœur accumulée finit toujours par éclater.

● Défilé hier dans l'usine ; des bureaux de la direction inondés, une pointeuse démolie

en lutte



● Le travail a repris aux Ateliers Français de l'Ouest (AFO) à Brest. Après que les AFO aient obtenu des « pouvoirs publics » un soutien de 700 millions de francs, les travailleurs viennent de se voir accorder l'essentiel de leurs exigences : la garantie de l'emploi jusqu'à fin 76, le paiement du treizième mois et le déblocage des salaires. Ce sont là des résultats positifs qui démontrent la justesse des formes de lutte choisies il y a deux semaines : la grève avec occupation du chantier et blocage des deux pétroliers en préparation, le *Manhatan Prince* et le *British Inventor*.

Les résultats acquis sont cependant fragiles : la restructuration du secteur de la réparation navale reste à l'ordre du jour et le problème de l'emploi aux AFO se posera certainement de nouveau fin 1976. Nul doute que les travailleurs sauront alors l'affronter avec la même détermination que celle dont ils viennent de faire preuve dans la lutte aujourd'hui victorieuse.

Correspondant

● La grève se poursuit aux « garages de la Somme » à Dury les Amiens, où les travailleurs reparent gratuitement des voitures. Ils ont déjà obtenu 130 F pour tous et ils continuent la grève pour obtenir le paiement des jours de grève. Hier matin, les « garages de Picardie » (établissements Citroën près de la gare) sont partis en grève sur la revendication de trois francs de l'heure supplémentaires (le salaire moyen est de 1350 F par mois). L'action est menée unitairement par les deux sections syndicales, CGT et CFDT. (Corr)

● Les employés des Magasins Réunis, avenue des termes à Paris dans le 17^e arrondissement se sont mis en grève pour une durée illimitée (corr.)

● L'Hôtel Royal St-Honoré, 13 rue d'Alger : les travailleurs sont en grève depuis seize jours avec occupation. Les clients (une fois n'est pas coutume) sont obligés de descendre eux-mêmes leurs bagages. (Corr.)

● Les 160 travailleurs de Descours et Cabaud (Marseille) sont en grève illimitée depuis lundi, sur les conditions de travail, les libertés syndicales et surtout sur 1 800 F mini. Dans cette entreprise métallurgique, un chef d'équipe, avec 22 ans d'ancienneté, touche 1 650 F, un préparateur de commandes 1 520 F. La direction, quant à elle, reste sur ses positions et refuse de négocier. La solidarité (tracts, collectes) s'organise par l'intermédiaire de l'UL-CGT dans toutes les entreprises du quartier. (Corr)

● Au Mammouth Rennes, vendredi soir, une caissière, pour avoir encaissé un article en oubliant de l'enregistrer est licenciée sur le champ, en étant soupçonnée de vol, alors qu'aucun contrôle de caisse n'a été effectué. Cette erreur, due au manque de caissières, rentre dans le cadre de la répression qui s'abat sur les gens combattifs. Cette fois-ci, la riposte s'organise rapidement et massivement. A l'appel de FO et de la CFDT, les caissières débraient, rejointes par les autres services. Vue l'ampleur du mouvement (environ trois caissières sur 37 en caisse), vue la détermination des employés, vu le soutien des clients, la direction est obligée de céder. La caissière est réintégrée.

Les employés de Mammouth viennent à nouveau de faire la preuve que ce n'est qu'en établissant un rapport de force qu'on fait céder le patronat. (Correspondante)

Ohmic Bourns Le Mans en grève illimitée

« Le patron nous presse comme des citrons »

Pour la quatrième fois en deux ans, Ohmic au Mans se met en grève contre la menace de nouveaux licenciements. D'abord composé de 700 à 800 personnes, le personnel n'en compte aujourd'hui plus que trois cent, qui continuent à lutter contre la volonté des patrons américains.

● Comment la lutte a-t-elle démarré ?

Denise : IL faut dire d'abord que

80 % des employés sont des femmes. Elles sont assez longues à démarrer, mais quand elles s'y met-

tent, c'est vraiment à fond. A l'affichage des 106 licenciements, c'est les OS2 de l'atelier RM VA 05 qui sont partis. Devant la combativité, une AG a tout de suite été appelée et on a voté immédiatement la grève.

Alors que les carnets de commandes sont pleins, aujourd'hui, pour « sauver l'entreprise », Bourns propose 106 licenciements. Les Ohmic ont répondu par la grève illimitée à 100 %

Quelques camarades de la section CFDT font le point de la lutte avec nous. Voici des extraits de la discussion.

Armand : la section CFDT était majoritaire dans la boîte, c'est surtout elle qui prend en main l'action. Le comité de grève se réunit deux fois par jour pour la mise au point : le bilan de la journée précédente, la répartition des membres dans les commissions, la popularisation. D'autres s'occupent des négociations. Le comité de grève comprend principalement des militants CFDT.

● Comment fonctionne la grève ?

Armand : Nous faisons beaucoup de popularisation par tracts, banderoles, affiches, manifestations en ville, à la préfecture à la chambre patronale, si bien que les journaux locaux parlent de notre lutte et même FR3. La population est réceptive à notre action. Les filles de Prunic nous demandent des nouvelles de la lutte et nous soutiennent. A Carrefour, la caissière m'interroge sur la poursuite de la lutte.

● Comment popularisez-vous votre action ?

Denise : Nous faisons beaucoup de popularisation par tracts, banderoles, affiches, manifestations en ville, à la préfecture à la chambre patronale, si bien que les journaux locaux parlent de notre lutte et même FR3. La population est réceptive à notre action. Les filles de Prunic nous demandent des nouvelles de la lutte et nous soutiennent. A Carrefour, la caissière m'interroge sur la poursuite de la lutte.

Armand : Les commissions fonctionnent difficilement, mais on ne fait que commencer. On n'est pas encore au point (...)

● Vous occupez la boîte, comment ça se passe. Est-ce que ça pose des problèmes familiaux ?

Noël : on occupe, mais seulement pendant les heures de travail. Du fait du petit nombre d'employés, et surtout du nombre de femmes jeunes ayant des charges familiales, on n'occupe que pendant la journée. Et on a 100 % de grévistes !

● Pour la participation dans la lutte, vous avez dit que 80 % du personnel était féminin. Est-ce qu'on retrouve les inégalités habituelles hommes/femmes au niveau des responsabilités ?

Noël : la lutte longue a amené la participation et la responsabilité croissante des femmes, donc des OS, dans la mobilisation. D'ailleurs dans la section, il y a deux ans, il n'y

avait que des hommes et des professionnels. Aujourd'hui, il y a deux hommes pour dix femmes aux postes de délégués. On lutte depuis trois ans pour exiger le droit à la qualification des femmes, en majorité OS2 dont les plus menacées (...)

L'interlocuteur ne suit pas le français...

● Quelles ont-été vos démarches vis-à-vis du patron ?

Noël : le patron à Riverside refuse de donner la sécurité de l'emploi au-delà des seize mois de sous-traitance. Leurs garanties, c'est de nous envoyer des techniciens américains dont le séjour de quinze jours un mois va coûter très cher, et qui repartiront sans nous laisser plus de garanties.

Jacques : pour les patrons, on est un citron qu'il faut presser au maximum et qu'ils jettent à la poubelle quand il n'y a plus rien à tirer de nous.

Noël : La personne qu'ils envoient pour traiter avec nous ne parle pratiquement pas le français.

Jacques : C'est un gag énorme. Ils se foutent de nous complètement. Alors ils ont engagé un secrétaire bi-lingue et le patron est écossais. L'autre patron se fait licencier.

Noël : Nous on demande que le manque de personnel des couches épaisses soit comblé et que la direction de Bourns se décide à créer des emplois avec ses produits, ce qu'elle a toujours promis. (...) Elle ne propose que des remèdes à court terme et même à moyen terme : l'avenir des Ohmic à long terme et même à moyen terme n'est pas assuré. La lutte nous a permis de prendre conscience sur le terrain économique. A nos questions, le patron répond par de gros calculs économiques. Nous avons depuis quatre ans un expert-comptable, celui qui s'occupe de Lip, qui nous aide à comprendre le fonctionnement du système capitaliste à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise. Ceci nous permet de les contrer sur leur propre terrain. Nous ne cherchons pas de solution. C'est aux patrons de gérer leurs boîtes dans le système.

Correspondant Le Mans

TRIBUNE des luttes

Communiqué à la presse

Mouvement de grève dans le groupe Perrier (branche boissons)

Depuis le 1^{er} juin 1976, les travailleurs du groupe Perrier à l'appel des syndicats CGT et CFDT ont entamé une série d'actions pour faire aboutir les revendications.

Ces dernières portent notamment sur l'emploi, les salaires et les conditions de travail.

Depuis 1970, où une grève très dure à l'issue de laquelle la direction Perrier avait tenté de démolir les organisations syndicales en essayant de licencier une dizaine de responsables syndicaux, seuls, les accords arrachés au cours de cette grève ont été appliqués, sans possibilité de négociations pour les améliorer.

Depuis près de deux ans on constate même un blocage de revendications qui s'est traduit pendant cette période inflationniste par une baisse du pouvoir d'achat. De plus, dans le contexte tragique de l'emploi, la direction a développé une politique visant à accroître la saisonnalité et l'on a pu constater une baisse globale de l'effectif dans le groupe malgré une augmentation de la production et un développement spectaculaire du trust sur le plan national et mondial.

L'insécurité de l'emploi pour 25 % de l'effectif, la compression de ce même effectif pour le non remplacement des départs naturels, démissions, retraite, invalidité et décès. Le non remplacement des personnes en congés payés chez les administratifs, les titularisations faites au compte-goutte, sont le lot des travailleurs de Perrier.

Pour les conditions de travail, mis à part quelques mesures prises pour les améliorer, à savoir un processus de réduction du temps de travail pour ramener l'horaire de 48 H à 41 H par semaine actuellement, dure depuis le 1^{er} janvier 1969, soit près de 8 ans. Quelques créations de postes à la manutention à part cela, rien n'a été fait de concret dans ce sens.

Notre lutte actuelle porte donc sur ces points particuliers. Nous noterons que bien d'autres problèmes sont en suspens dans tous les établissements du groupe.

En ce qui concerne la lutte elle se développe massivement à Contrexeville, MONTIGNY, Vichy, Saint-Yorre et Perrier, Vergeze).

Les travailleurs participent massivement et activement à ces mouvements qui sont analysés au fur et à mesure de leur développement avant d'être reconduits.

L'action, cette semaine s'est traduite par deux grèves générales les 1^{er} et 3 juin dans le groupe et se poursuivra tant que la direction n'aura pas réglé les problèmes et que le personnel sera déterminé à les faire aboutir.

Communiqué de presse

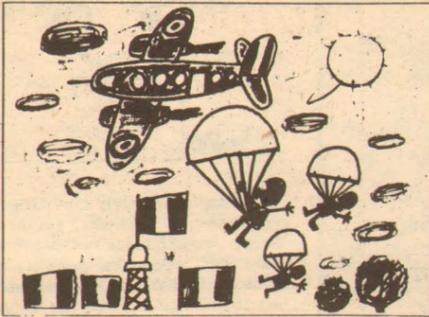
A la suite d'une mobilisation massive (70%) les travailleurs des Magasins Réunis Etoile, à l'appel de la C.F.D.T. de la C.G.T. et de F.O., ont arrêté le travail à 14H30 et ont occupé les couloirs de la direction. A 17H30 nous obtenions 500fr. de prime de vacances et l'ouverture de négociations sur les salaires et les conditions de travail.

Une assemblée générale mercredi 9 juin décidera de la suite de l'action à mener.

La section C.F.D.T. des M.R.E.

armée

POUR TOUS LES JEUNES



LE GRAND CONCOURS "VOTRE ARMÉE"

Organisé par le ministère de la Défense (1^{re} Région militaire)

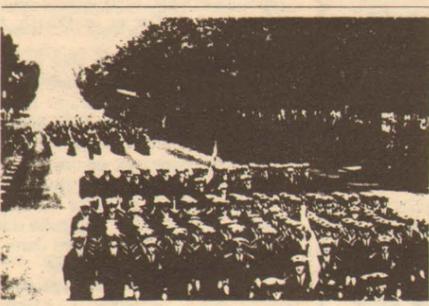
Le Parisien

400 PRIX

3 VOYAGES AUX ANTILLES 3 VOYAGES A LA REUNION

15 séjours au bord de la mer avec stages de voile
15 séjours à la montagne avec stages de ski

et de nombreux autres prix particulièrement attrayants récompenseront les lauréats.



Le concours aura lieu du 19 juin au 26 juillet et comprendra deux catégories :

1. Pour les enfants de 8 à 11 ans :
UN CONCOURS DE DESSINS

Thème : d'après ce que vous connaissez d'elle ou selon ce que vous avez vu au cours des manifestations de présentation des Armées, montrez dans un dessin l'Armée française d'aujourd'hui ou telle que vous l'imaginez en l'an 2000.

2. Pour les jeunes de 12 à 15 ans :
UN CONCOURS DE PHOTOGRAPHIES

sur papier couleur
Thème : faites un reportage sur l'aspect moderne de l'Armée au service de la France.

La fiche de participation obligatoire, la liste complète des prix, le règlement et aussi, pour vous aider, le programme complet des manifestations de présentation des Armées seront publiés dans "Le Parisien libéré" à partir du 1^{er} juin.

Le concours du Parisien Libéré

Le Parisien organise un concours de promotion de l'armée... ROUGE CONTRE-ATTAQUE !

La chienlit dans les casernes, les soviets qui rongent l'armée de l'intérieur, autant de thèmes chers à la presse Amaury.

Mais il ne suffit pas de défendre l'armée contre les hordes rouges qui veulent la détruire. Il faut la promouvoir auprès des bons citoyens. Même ceux qui lisent le Parisien Libéré ignorent trop à quel point cette armée, leur armée, est belle, généreuse, exaltante. Mieux : qu'elle est propre à inspirer le poète, l'artiste.

Cette créativité kaki, Amaury l'a comprise, il faut la stimuler puisqu'elle ne demande qu'à s'épanouir. Rien de mieux pour cela qu'un petit concours, avec de beaux prix, de beaux voyages. Pas n'importe où d'ailleurs, les voyages. Aux

Antilles et à la Réunion. Rêves garantis, ceux des merveilleux paysages, ceux aussi que suscitent, pour les nostalgiques de la grandeur passée la vision des derniers lambeaux de l'armée coloniale.

Mais au diable la critique stérile ! Oui, incontestablement l'armée, leur armée a de quoi inspirer la verve créatrice. Cette verve, traduite en textes et en dessins est d'ailleurs une des meilleures traditions du mouvement ouvrier.

Alors nous aussi nous ouvrons un concours, celui du meilleur dessin anti-militariste. Deux exigences : être drôle, être agressif. Camarades civils, camarades soldats, à vos crayons.

Et il y aura des récompenses !

UNE MILITANTE DU PCF NOUS ECRIT

Après l'article paru dans Rouge des 8 et 9 juin à propos des stands de strip-tease à la fête d'Avant-garde, je tiens à signaler que femme, membre du PCF, après lecture du journal du 8 juin, j'ai discuté de ce fait avec les camarades de ma cellule du PCF, hommes, en leur laissant croire que j'étais présente à la fête, sinon, compte tenu de la source de renseignement, ils n'auraient pas accepté la discussion et considéré comme fausse l'information. Ils ont presque trouvé cela normal (sauf un ou deux dont les protestations ont été cependant bien faibles).

Des commentaires du genre : « il faut bien que jeunesse se passe », « les JC sont un peu gauchos », etc. Ils disent que les JC ça n'est pas le PC, qu'ils se sont donnés beaucoup de mal (et c'est vrai) pour organiser leur fête, et qu'il ne faut pas « accrocher » sur ce qui ne va pas.

Il y a des JC où je travaille et je vais tenter d'aborder le sujet avec eux.

M.C., militante du PC

Affaire Agret

Après le vacarme, le silence... Plus une ligne dans la presse sur l'affaire Agret depuis les révélations de Guy Samergue. Ni la lecture de Libération, ni celle de Rouge n'entament la jubilation de Jacques Derogy (voir l'Express de cette semaine) : son poulain Guy Samergue a mis en déroute la cabale, Agret est toujours en prison, Lecanuet peut souffler. Quant à ceux qui sont chargés de l'enquête demandée par la Cour de Cassation, on sent confusément qu'ils peuvent dorénavant prendre leur temps. Ne serait-ce que pour vérifier une piste que leur suggère Derogy, toujours fidèle en cela au rapport du commissaire Delarue dont il a décidé de faire son credo : Agret n'est peut être pas seulement l'instigateur du meurtre d'Orthoux, il y a peut être prêté la main, directement. Inutile sans doute de rappeler au très probe Derogy que, dans un rapport ou il fait pourtant flèche de tout bois pour accabler Agret, le commissaire Delarue est bien incapable d'avancer le moindre embryon d'indice permettant d'accréditer cette thèse, mais qu'importe.

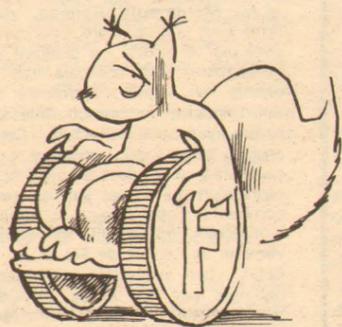
Sa mission accomplie, Derogy jubile, mais en s'indignant du silence dont ses confrères ont entouré la conférence de presse de Samergue. Quel était l'intérêt de cette conférence ? Prouver que Samergue est bien vivant, alors qu'on l'avait cru mort ? On le savait déjà, et le constater de visu n'apporterait pas grand chose. Car tout vivant qu'il est, Samergue ne parle

guère, et quand il parle c'est pour se dérober à toute question précise. Il en veut beaucoup à ceux qui l'ont cru mort. Mais il s'étonne guère de n'avoir pas été retrouvé par la police, alors que les défenseurs d'Agret réclament son audition depuis 1973. C'est-à-dire bien avant les déclarations du détenu Bendjelloul qui le prétendaient mort et responsable du SAC. Aujourd'hui, Samergue réapparaît, il explique que « l'affaire Agret n'a rien de politique », et que c'est une « histoire de fesses » et qu'il est très mécontent de ce qu'ont dit de lui les journaux, au point d'assigner en justice Libération et... France Soir. Samergue dit des choses, très peu jusqu'à présent. Le peu qu'il dit est à vérifier. Ce qui a été assez peu fait jusqu'à présent. Et c'est ce qui motive la campagne en faveur de la révision du procès de Roland Agret, aucune preuve de sa culpabilité n'a pu être jusqu'à présent avancée, et plus d'un élément plaide pour son innocence. Mais Derogy s'en moque. Instrument d'une campagne de dénigrement qui vise à replonger dans le silence de la prison un homme qui a ébranlé l'institution judiciaire l'honnête homme ironise lourdement sur le « champion des grèves de la faim », sur les péripéties de cette bataille au jour le jour où la perte de lucidité apparaît à Roland Agret comme un danger pire que la mort. Derogy a l'ironie qu'il peut. Le style c'est l'homme.

J.F. V

DEROGY : MISSION ACCOMPLIE

Caisse d'Epargne de Marseille



L'ECUREUIL FAIT LE BEAU

Si vous n'êtes pas écœurés par le vol à grande échelle qu'organisent les Caisses d'Epargne, qui vous versent, en intérêt, la moitié de la valeur que perdent vos économies à cause de l'inflation, si vous ne faites pas partie de ceux qui se font saisir 5 000 F de meubles parce qu'ils ne peuvent pas payer 2 mois de loyer, en bref si vous engrangez pour l'Ecureuil, alors soyez contents, vous pouvez gagner un voyage en Asie. Mais attention, « réservé aux femmes » ! C'est la brochure publicitaire « 6 femmes à l'heure du choix », distribuée aux clientes des Caisses, qui le dit. A l'intérieur 6 courts textes présentent des « cas » de femmes confrontées à des décisions importantes. Suivent trois solutions que vous devez classer dans un certain ordre pour gagner.

Tout d'abord, sur les six, une seule femme au foyer, ce qui, comme chacun sait est la proportion habituelle ! Mieux, l'une dirige un important cabinet d'architecte, à une autre on propose la direction d'une agence de voyage et une troisième a « un travail qui la passionne ». Situations sociales elles aussi tout à fait courantes, pour des femmes qui travaillent. Parmi les trois autres, on trouve une épouse comblée qui doit se décider sur l'achat

d'un appartement, une jeune secrétaire qui veut prendre la route et une étudiante qui vient de perdre son père et qui se demande si sa mère va travailler jusqu'à ce qu'elle soit « dotée d'un bon métier ». Un très bon échantillonnage de la société libérale avancée quoi !

Aucune qui en ait tout simplement ras-le-bol de trimer ses 8 h pour un patron et ses 8 h pour sa famille et qui ait envie de foutre le camp. Il est vrai qu'elle intéresserait beaucoup moins, sur le plan des dépôts, MM les PDG des Caisses d'Epargne que l'ange tutélaire du foyer, celle qui « souhaite se consacrer au maximum aux siens », « à l'éducation des enfants », qui « seconde son mari dans son entreprise », la fourmi en quelque sorte, qui amasse et qui...dépose.

Des femmes responsables donc, comme les clientes des caisses d'Epargne, « à la sûreté de jugement », « à la capacité de décision » et au « sens des responsabilités » auxquels les promoteurs font appel pour choisir la bonne solution.

Car évidemment, elles sont libres de choisir ces six femmes, c'est dit à chaque page de la brochure !

Remarquez, la sauce est emballée. On essaie d'être un peu réaliste. Par-ci,

par-là, on parle d'un licenciement, de manque de qualification. Difficile de faire autrement sans avoir l'air de se foutre d'elles ! Car, comme le précise un tract CFDT intitulé « Femmes vous avez la parole, mais ce n'est que le temps d'un jeu, ne vous y trompez pas ! ».

A Marseille où il est distribué à la clientèle et au personnel, la situation des travailleuses des Caisses est bien différente. Le personnel féminin n'y représente que 2,5% des effectifs et l'embauche est nulle par limitation volontaire. Quant aux carrières, qu'on en juge : sur 15 employées ayant de 13 à 19 ans d'ancienneté, 6 sont titulaires depuis 5 ans tandis que d'autres attendent leur promotion qui ne vient jamais pour cause de maternité. Sans parler du développement des contrats à court terme : deux d'entre elles signent depuis 5 ans des contrats illégaux renouvelables tous les deux mois.

Ce n'est pas dans les Caisses d'Epargne qu'Anne-Marie (le « cas » N°1) pourrait devenir chef d'agence comme dans la brochure !

En voulant faire le beau, l'Ecureuil n'a jamais montré que sa queue !

Correspondant Marseille

les temps modernes

PRECISION

● La présentation des GLH dans le numéro d'hier peut prêter à une confusion : Arcadie n'a rien à voir avec le GLH. C'est un club bourgeois, une institution qui perpétue l'enfermement dans le ghetto homosexuel et qui veut rassembler le « peuple homophile » toutes classes confondues. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

VACANCES DES CLUBS DE LOISIRS ET D'ACTION DE LA JEUNESSE

● Les CLAJ organisent cet été des vacances en Algérie et en Espagne et au Portugal. Ils expliquent leur projet : Ces pays ont été choisis parce que nous y avons de nombreux amis émigrés en France, travaillant avec nous dans les usines, vivant ensemble dans les mêmes quartiers.

Nous les avons aussi choisis, parce que ces deux pays ont entrepris une révolution visant à changer les structures anciennes, coloniales ou fascistes, et à instaurer un Etat socialiste orienté vers les intérêts des masses populaires. L'Algérie et le Portugal sont aussi des pôles d'intérêt pour les travailleurs et les jeunes qui, en France, veulent changer la société.

Ces voyages sont en même temps des voyages de vacances, de détente, d'amitié, et des voyages de contacts avec la population et les structures de quartiers, villages, usines, campagnes.

Algérie : du 7 au 28 août. Prix de 1 650 à 2 000 francs, selon le salaire.

Portugal-Espagne : août. Prix de 1 000 à 1 500 francs selon salaire. Pour tous renseignements, inscriptions : CLAJ, 3 rue V. Massé Paris 9^e. Tel : 874 75 44.

La commission parisienne de préparation à la rencontre du mouvement de femmes européens communique :

● Le cadre de la préparation à la rencontre des courants de lutte de classe des mouvements de femmes européens, se tiendra une réunion nationale des groupes femmes en France. Elle aura lieu le 12 juin à Paris, 14 H, faculté de Jussieu (M^o Jussieu) amphithéâtre 34.

On y fera le bilan de la préparation de la rencontre internationale en France et dans les autres pays. On y discutera sur les thèmes de la rencontre : les différents problèmes nés du rôle des mouvements des femmes dans la lutte des classes. Ce sera la première occasion d'un échange vraiment national sur cette initiative. La présence d'au moins deux déléguées par ville est donc importante.



VENDREDI 4 JUILLET 20h
4 rue Thiers à Paris
"L'éternel féminin"
MONTAGE-DIAPHO SUR LES FEMMES
COURTES FEMMES PARTOUT

Un enseignant réprimé à Vierzon LA MATHÉMATIQUE EN ACCUSATION

Claude Ligny est professeur de mathématiques au CES Albert Camus de Vierzon. Il a comparu le 19 mai devant la « Commission administrative paritaire des PEGC », formée en conseil de discipline. La sentence n'est pas encore tombée, mais il sera probablement muté. La raison de tout cela : sa conception de l'enseignement des mathématiques n'est pas dans la norme...

Au départ les plaintes « calomnieuses et sans fondement », selon le SGEN-CFDT qui est le syndicat de Ligny, de certains parents d'élèves. Débouché logique dans l'École aux ordres : une inspection-sanction. C'était en mars dernier, Papinsky venait d'interrompre sa grève de la faim. Réaction tout aussi logique d'un militant syndical : Claude Ligny la refuse. Le soutenant, la section du SGEN dénonce dans un communiqué « le caractère répressif et d'intimidation de l'inspection... qui se résume à une notation et à un rapport dominant-dominé », et réclame que « l'inspecteur ne soit plus un censeur mais un conseiller pédagogique ». L'affaire n'en reste pas là : la cabale de certains parents continue, réunissant une bizarre coalition des Fédérations Lagarde et Cornec de parents d'élèves. Une pétition circule qui n'est pas communiquée à l'enseignant mais envoyée directement au Rectorat. Le SNES et le SGEN de l'établissement demandent à rencontrer les parents Cornec. Ils essuient une fin de non recevoir.

Conseil de discipline

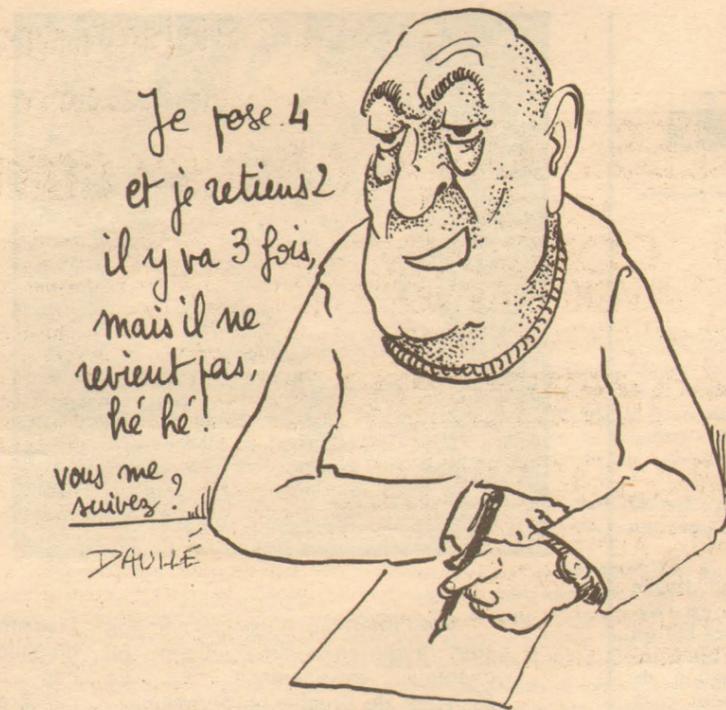
Lors du Conseil de discipline, quatre griefs sont avancés pêle mèle par le recteur. Des « absences injustifiées », alors que Ligny n'en a pas eu plus que certains de ses collègues. Une « désinvolture administrative », il est vrai qu'il n'a pas un respect transi de la hiérarchie. Le refus d'inspection, évidemment. Mais surtout « un comportement en classe ». Certains parents bien pensants n'apprécient pas ses méthodes pédagogiques : travail de groupes,

corrections collectives des devoirs, jeux mathématiques, etc. Ce sont les « maths » sacro saintes qui sont en cause. Outil privilégié de la sélection, elles doivent être enseignées selon la règle, avec l'autorité et les rapports hiérarchiques nécessaires. A la source de la répression administrative, se trouve en fait la condamnation d'une attitude critique sur le rôle que l'on fait jouer à une matière dite « scientifique », dont l'enseignement n'est au fond pas plus neutre qu'un autre.

Les maths sélectives

Claude Ligny, voulant répondre sur ce terrain, avait préparé un texte expliquant ses conceptions sur l'enseignement des maths. Le recteur en refusa la lecture. Il valait pourtant qu'on s'y arrête. Il y critique le « mythe » de « la mathématique » distillé aujourd'hui par l'École : « On n'a jamais prétendu qu'un « nul en latin » serait un inadapté social, alors que le nul en maths ». Il y condamne la façon dont on l'enseigne : « dire que l'élève untel, par rapport au mois dernier, a fait « des progrès en mathématiques », est une formule aussi répandue que dépourvue de sens. C'est comme si l'on disait « Timothée a fait des progrès en appétit parce qu'il a mieux mangé son steak frites d'aujourd'hui que son escalope-petits-pois d'hier ». Ce qui se passe en vérité, c'est que l'enseignement de « la mathématique » de la Terminale consiste en l'exploration, imposée et souvent injustifiée, de quelques parcelles... des mathématiques. Leur cohérence n'apparaîtra que plus tard... après « le bac ».

Enfin, il met en accusation le rapport prof-élève qu'implique le contenu



actuel de l'enseignement des mathématiques : « un rapport terroriste ». « axiomes et définitions règnent en despotes absolus : l'élève apprend (souvent sans comprendre, puisque dans bien des cas, il n'a pas à savoir d'où ça vient), récite (la peur au ventre, puisqu'un mot oublié ou mis pour un autre fiche tout par terre), puis applique. Appliquer des axiomes, définitions et autres théorèmes à des exercices ou problèmes préfabriqués est une tâche humiliante, une tâche d'exécutant, une tâche d'esclave, d'où est bannie toute créativité et partant toute jouissance ».

La parade mathématique

Ce réquisitoire vise les conceptions imposées par la réforme de l'enseignement des (ou de la comme on aime à dire) mathématiques, telle qu'elle a vue le jour sous le patronage du professeur Lichnerowicz, il y a six ans. C'était quelques temps après mai 68 et Edgard Faure venait de déclarer qu'il y avait trois langues « clés » à apprendre aux enfants : maternelle, étrangère et mathématique. Comme l'explique un

des articles de la revue Impascience (1) consacré aux Maths, dont Claude Ligny s'est certainement inspiré : « En choisissant de transformer la mathématique en un langage et de construire ce langage à coup de « méthode axiomatique » et de « théories d'ensemble », la commission Lichnerowicz, loin de promouvoir une meilleure compréhension des mathématiques chez les élèves organisait en fait une espèce de parade mathématique, la mathématique en tant que spectacle, parfois amusant mais en fait destiné à ôter tout moyen de connaissance à la grande majorité des élèves (en apprendre le moins possible au plus grand nombre d'élèves) ».

A travers cette mise en cause, non de la « théorie des ensembles » ou de la « méthode axiomatique », mais de l'image qui en est donné à travers l'enseignement, c'est la fabrication d'un nouvel instrument de sélection scolaire (donc sociale) qui est condamnée.

J. K.
(1) Impascience N° 4/5, printemps 1976, 1, rue des Fossés Saint-Jacques 75005 PARIS

DANS TRIBUNE SOCIALISTE

ÉCOLE ET AUTOGESTION

Nous publions ci-dessous l'entiereté d'un article paru dans le numéro 703, du 28 mai au 4 juin, de Tribune Socialiste, hebdomadaire du PSU, sous le titre « École et autogestion ». Il touche au débat de fond sur l'intervention des travailleurs de l'école.

Pour des militants qui luttent pour l'autogestion socialiste parler de « l'école socialiste » est un non-sens : se battre pour l'instauration du socialisme, c'est se battre pour la destruction de l'État bourgeois — donc de l'ensemble des appareils d'État mis en place par la bourgeoisie pour assurer son propre pouvoir... l'école fait partie de ces appareils, faut-il le rappeler ? Les enseignants, en tant que corps spécialiste coupé de toutes activités de production sont eux aussi appelés à disparaître. Mais il ne s'agit pas de s'en tenir à ces rappels et de se contenter d'appeler à la destruction de l'école !

Dès maintenant, les luttes à impulser contre cette institution sont porteuses du projet de société ; se battre pour le contrôle populaire sur la formation, c'est se battre pour qu'à terme la classe ouvrière instaure son hégémonie sur l'ensemble de la vie sociale, et donc sur la définition même de la formation, sur les rapports entre formation et emploi (qui les détermine ?), sur le contenu d'une formation continue accessible à tous les travailleurs en fonction de leurs propres besoins et non de ceux du patronat.

Tout ce qui -dès maintenant- permet une intervention des travailleurs sur l'école, de façon collective en tant que travailleurs et non en tant que parents soucieux de l'intérêt individuel de « leur » enfant, est donc partie prenante d'une stratégie autogestionnaire : par exemple, les reclassifications effectuées par le patronat de la métallurgie et de la chimie, posent concrètement le rapport formation/emploi et le contrôle par les travailleurs de leur propre formation, et de leur place dans la production. Les propositions du MAS de définir les étudiants comme des travailleurs en formation permet de repenser entre travailleurs et étudiants les liens entre la formation initiale dans la reproduction des rapports sociaux.

De même, les luttes menées dans les quartiers sur les effectifs des classes, la sélection, les constructions de maternelles, la gratuité réelle des fournitures scolaires et l'utilisation par tous des locaux scolaires sont, dans leurs formes mêmes, significatives. Et elles débouchent, à moyen terme, sur : pourquoi des manuels ? Pourquoi tel type d'enseignement ? Pourquoi une école coupée de toute activité sociale ? Parce qu'elles touchent profondément à ce pourquoi l'école est faite : assurer la reproduction des classes sociales, assurer la diffusion de l'idéologie dominante.

Information hors de l'école, débats les plus ouverts possibles sur l'école, détermination d'objectifs de « décloisonnement » et prise en charge collective dans les quartiers, à la campagne, etc, par les travailleurs, sont les conditions de l'instauration d'un contrôle populaire sur la formation et s'inscrivent dans une stratégie autogestionnaire.

Feuilleton

par Bernard Vergnes

UNE JEUNESSE AU CREMATOIRE

Résumé : Ripert, Benoit, 17 ans. L'école, la salle de classe le prof. Le prof qui le fout à la porte. Et Benoit qui répond...

« — Je ne sortirai pas »

Là, le prof, il a marqué un temps. Le truc : Ripert sortez/Non je ne sortirai pas. C'est jamais qu'un truc, remarque.

Ça donne l'impulsion de départ, le réflexe ad hoc ; mais pour la suite, faut innover. Tu te lances, tu te lances, mais tu sais pas trop où tu vas ; tu navigues à vue de nez... dans les eaux troubles du... arrêtes Benoit : Arrêtes le cinéma et trouves un truc vite fait pour la suite des événements.

« Ripert, si vous ne sortez pas tout de suite, c'est moi qui sort »

« Je vous en prie, ne vous gênez pas pour moi »

Tac. Tac... Plouf. C'est beau la dialectique. Pif. Paf. Alors là, je dois dire que je tiens ça du ping-pong... Hé, hé : Ping.

Pong. Tout se tient : même cette conne de classe qui ne s'est jamais tant serrée les coudes. Ils ont tous été d'accord... contre moi.

« Ecoutes Benoit, déconne pas, sors ; on va encore avoir des ennuis. T'en as rien à foutre, sors » etc... je ne vais tout de même pas dépenser deux lignes de plus pour vous faire un tableau de toutes les insanités que les uns et les autres se sont ingénies à me sortir... pour me sortir. NON. Non : Dites vous seulement que tout y est passé ; avec un peu d'imagination, vous devriez... Benoit, re-Stop : Tu ne vas pas en faire un plat, non ? Tu as déjà le prof à dos, c'est pas le moment de braquer toute la classe ! Oh... Ooooooh je sens que ça monte... va falloir que j'en frappe un... Non Benoit, pas le prof... si tu le frappes, t'es foutu... Leurs gueules, une paire d'yeux, un cri... la règle : CRAC ! ...silence de mort.

Ça va mieux. C'est ma règle qui a tout pris.

Et c'est eux pourtant qui prennent : Je les sens hésitants.

Le prof range ses affaires, blême, il tremble, pauvre idiot, surtout qu'on aurait pu s'expliquer, non on aurait pas pu, jamais tu ne nous as mis dans le coup, tes problèmes on connaît pas, surtout faire front avec l'administration, vas te faire foutre, alors bande de cons réagissez, bon dieu...

« Mais réagissez, bon dieu ! »

— Ripert, n'essayez pas d'influencer vos camarades ! Vous nous avez fait assez perdre de temps comme ça... »

C'est là que Sylvie s'est levée...

« Moi je trouve que Ripert a raison : Et j'en ai rien à foutre non plus... Voilà. » Rouge comme les drapeaux de la manif... Je l'aurais embrassée.



Mais aussi, rouge comme une tomate, jusqu'aux oreilles ; d'où éclat de rire général, re...

« Vlan ! » : Dernière réplique du prof (porte claquée violemment, malgré le règlement intérieur qui pourtant l'interdit formellement...), et début du 2ème round... L'explication collective, ou si l'on préfère : La foire d'empoigne et les règlements de compte.

Pif. Paf. Avant la manif, Après la manif. Maintenant : Devant l'autorité, Derrière l'autorité.

C'est à nouveau Sylvie qui a parlé la première :

« Bon, on continue sans le prof : Hier, j'ai lu pour la première fois un journal très chouette ; si on en parlait ? ... »

Et re-Rouge, mais cette fois pour en causer : Tomate, drapeau, journal. Tous se taisent... Vont-ils marcher ?

Sylvie, je t'aime.

ACHETEZ
ROUGE
TOUS
LES JOURS
DANS LE MEME
KIOSQUE

des fleurs et des pavés

UN LIVRE

Politiques de la philosophie

(Châtelet, Derrida, Foucault, Lyotard, Serres)
(Coll. « Figures ». Grasset)

Belle brochette d'auteurs pour ce livre, recueil d'articles. L'impression qui s'en dégage est mitigée : en tant que livre, c'est raté. L'hétérogénéité des démarches ici réunies fait un livre éclaté, sans aucune cohésion et unité interne : l'écuménisme de la présentation de Grisoni n'y change rien. Reste que pour ceux qu'intéressent les problématiques propres à certains des auteurs, quelques uns de ces articles ont un intérêt incontestable.

Laissons de côté l'article de Châtelet sur « l'histoire de la philosophie », et celui de Lyotard : le premier n'apporte rien de bien nouveau sur la question, le second se livre à des évolutions périlleuses sur la décadence et en particulier sur celle de l'idée de travail... pour les amateurs, s'il y en a.

Trois articles, par contre, sont à remarquer. D'abord celui de Derrida, constitué par son intervention à la première séance du Groupe de Recherche sur l'enseignement philosophique (GREPH) : interrogation sur le « corps » et le statut de l'enseignant dans ses relations au savoir et à ses « enseignés », la démarche de Derrida ouvre de réelles perspectives théoriques à qui s'intéresse à la dénonciation du fonctionnement de l'institution scolaire.

Celui de Michel Serres (l'un des penseurs les plus importants en France en ce moment) qui constitue une remarquable mise au point de sa démarche et permet de mieux en comprendre les enjeux et la situation.

Enfin, l'interview de Michel Foucault sur « les enjeux du pouvoir » à propos de *Surveiller et punir* : éléments fondamentaux pour l'analyse de l'institution pénitentiaire, que la crise de la Justice met en lumière : le passage de la punition à la surveillance, le problème du travail pénal et de la délinquance, l'utilisation de la médecine dans la répression judiciaire.

Pour ces trois articles, ce livre est important et mérite d'être travaillé, dans la perspective d'aiguiser la réflexion théorique et la pratique des militants révolutionnaires sur ces questions.

M.F.

DANSE

Tanz Forum de Cologne

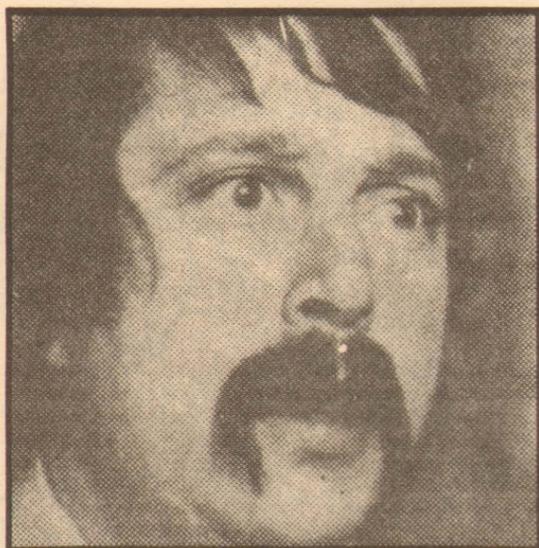
Par la recherche contemporaine et le refus des structures hiérarchiques, par la formation largement ouverte aux techniques modernes, les danseurs du Tanz Forum de Cologne que Paris accueille pour la première fois méritent l'attention. La jeune troupe allemande comprend plusieurs chorégraphes dont l'expression se différencie et se complète.

Au premier programme, une œuvre intéressante de Norman Morrice sur la Symphonie pour huit voix et orchestre de Bério, un ballet d'inspiration assez classique d'Ulrich et un ragtime rétro, mi-bouffon, mi-New-Orleans de Gray Veredon.

Le spectacle de cette semaine associe à de nouvelles chorégraphies de Ulrich l'œuvre très contemporaine que Jurg Burth a imaginée sur la musique de Moondog. Les 11 et 12 juin, reprise de la célèbre « Table verte » que Kurt Jooss créa en 1932 : prophétique fresque antimilitariste qui dénonce la montée du nazisme. Pendant que les politiciens, comme des pantins, palabrent autour de la table verte, le « deus ex machina » fauche les vies humaines, personnage macabre, à la fois dieu de la guerre et incarnation masculine de la mort qui s'impose à toutes les mémoires avec une force grinçante et une bouleversante permanence.

Isa D.

Théâtre de la Ville, jusqu'au 12 juin. 20 h 30



Wolf Biermann

UN CHANTEUR COMMUNISTE INTERPELLE LA BUREAUCRATIE

Wolf Biermann n'est pas une pop star anglo-américaine. C'est un chanteur est-allemand qui fut assistant de Brecht, un communiste dont les critiques au vitriol font trembler la bureaucratie, une des plus bornées, des plus immobilistes des pays de l'est. Très populaire en Allemagne de l'Est et apprécié par la « nouvelle gauche » en RFA, Biermann est pratiquement inconnu chez nous, et c'est bien dommage. Il y a l'obstacle de la langue et aussi le fait que sa chanson politique s'insère dans un cadre de préoccupations qui n'est pas celui de notre chanson politique souvent frappée du sceau d'un populisme un peu court. Biermann n'est pas un chanteur, « engagé », au sens où nous l'entendons ici, c'est un chanteur, un poète communiste, marxiste qui, dans la tradition de Brecht, développe une critique de la bureaucratie à laquelle sont infiniment réceptives les masses des Etats ouvriers.

Espagne au cœur

Il y a quelques semaines, Biermann a édité un disque dont le thème central est l'Espagne. Parution qui, peut-être pas tout à fait par hasard, a coïncidé avec le 9ème congrès de la SED, parti unique d'Allemagne de l'Est. Mais, chose surprenante, ce n'est pas en RDA qu'a été édité le disque de Biermann, mais en Europe capitaliste, par les bons soins du trust américain CBS...

L'histoire de ce disque est édifiante ; elle coïncide avec celle de Biermann. En octobre 75, Biermann obtient une autorisation de sortie pour aller chanter à Offenbach, en RFA. Il fit alors savoir qu'il n'y chanterait aucune chanson sur la RDA ou sur le CED, considérant que de telles chansons risqueraient d'y être récupérées et commercialisées pour le compte de l'ennemi de classe. Le thème central de ses chansons à Offenbach devait donc être : le fascisme espagnol, le combat anti-

fasciste. Mais au dernier moment, la bureaucratie allemande ne le laissa pas sortir... Et ses chansons passèrent sur bande magnétique à la réunion d'Offenbach... Ce sont, pour



l'essentiel, ces chansons qui composent le disque qui vient de paraître.

Biermann reprend plusieurs chansons qui appartiennent à la tradition de la révolution espagnole, à celle des brigades internationales. Des chansons que la bureaucratie a annexées ou étouffées depuis longtemps. Mais c'est pour ajouter aussitôt son propre texte dont éclate la portée critique, la fonction de distanciation par rapport à la vieille chanson dont la teneur en émotion révolutionnaire a été anéantie par la bureaucratie :

« Nous étions assis dans le noir près du feu

Et nous chantions le chant de l'Espagne

Les vieux arrivaient en dansant

bras-dessus-bras-dessous

Les jeunes en frétilant

Il s trouvaient le soir bien joli

Mais tu n'étais pas de cet avis. Je

voyais ton visage

L'ancienne chanson tournait en nous

Comme une baïonnette rouillée

Dans les tripes. »

Trotskyistes

Pour Biermann, pas question de s'endormir dans le ronron de l'ancienne chanson familière ! Il s'agit de garder les yeux ouverts et de ne pas renoncer à questionner le passé.

Sur la pochette du disque, Biermann a fait imprimer ce dialogue entre lui et un ancien combattant d'Espagne : « - Rcaonte, Walter. Comment était-ce dans les Brigades Internationales. Il y avait bien des trotskystes avec vous... »

-Ah, Wolf, toujours la même histoire. C'est une chose à laquelle nous ne pouvions pas nous arrêter longtemps, en pleine guerre. (...)

Par exemple, il y en avait un. On l'envoya vite faire la sentinelle. Et ensuite, deux d'entre nous derrière lui, et l'affaire fut expédiée. C'était aussi simple que ça, mon petit !

— Oui, Walter. »

Dialogue qui symbolise tout un passé, une politique contre laquelle se dresse Biermann. Ce n'est pas pour rien que ce bref échange a trouvé place sur la pochette du disque...

Il y a d'autres chansons dans le disque. Des chansons sur l'Espagne, dont une sur Julian Grimau qui fut interdit en RDA pour son « pessimisme » (« il vit, et pourtant il est mort ») Des chansons qui évoquent les tâches des révolutionnaires et mettent l'accent sur sa nécessaire unité face au puissant ennemi commun, dont une intitulée Che Guevara, des chansons qui évoquent le Chili. Toutes ont comme point commun d'évoquer des tâches historiques, un travail à accomplir et de ne pas se réfugier dans la nostalgie du passé, de l'Espagne républicaine etc. Voici comment Biermann tire le bilan de « la voie pacifique de l'Unité populaire » au Chili : « La force vient des poings Et pas d'une bonne mine Oui, c'est de la bouche des canons que vient la force Et pas des bouches qui discourent Camarades, cela est clair Cela est et demeure vrai C'est la vérité amère de l'Unité populaire ».

Une contradiction

Dans un disque pour l'essentiel consacré à l'Espagne, la portée prophétique de ces propos n'est évidemment pas fortuite... Mais comment se fait-il que Biermann, sur la couverture du disque, puisse écrire qu'ayant lu récemment un livre dont le corps est une longue interview de Santiago Carrillo, secrétaire général du PCE, il y retrouve un point de vue « indigent » au sien et à celui de ses amis en RDA ?

On comprend naturellement que Biermann retrouve dans les critiques adressées par Carrillo à la politique actuelle de l'URSS et dans son bilan critique du stalinisme une bonne part de ses propres préoccupations. Mais la politique de Carrillo, n'est-ce pas aussi la remise au goût du jour de la tristement célèbre tradition de la révolution par étapes dont la carrière est parsemée des cadavres de centaines de milliers de prolétaires ? Biermann ne tire pas pour l'Espagne les conclusions qu'il a si lumineusement mises en lumière du bilan d'échec de l'Unité populaire chilienne. Cette contradiction, ces hésitations sont au cœur de la recomposition d'une conscience révolutionnaire dans la fraction avancée de l'intelligentsia des pays du glaci...

A.B.

d'après un article paru dans Was Tun ?, organe du GIM (section allemande de la 4^e Internationale)

DISCO BIRD
POP 10F
JAZZ 33^e à partir de 6F
Classique 9F
IMPORT 13F
10. rue Git-le-Cœur, Paris 6
tel. 033 24 12

exposition

comparaisons

Le salon « Comparaisons » ne se distingue de ceux qui viennent de le précéder que par l'ampleur de l'éventail qu'il couvre dans le champ de l'art, de l'académisme le plus liché à l'avant-gardisme qui n'a pas plus de rapport avec l'art que le fait de le déclarer impossible. Son principe est donc peu convaincant : comment « comparer » ce qui n'a rien de commun que des moyens matériels mais que tout sépare dans les déterminations profondes ?

L'art moderne ne peut s'aborder qu'en comprenant qu'il est l'art de la fin des « codes » esthétiques, langage commun des créateurs et de leur public. Depuis le début du siècle, les codes se succèdent et se superposent en s'excluant. Chacun a pu ou peut, plus ou moins longtemps, être subversif, mais presque toujours, ce que l'on a appelé la « récupération » joue. Pourquoi ? Parce que l'isolement des artistes, leur séparation de la classe révolutionnaire a laissé et laisse encore leur langage, leur code, sans écho. Et par conséquent sans danger pour la classe dominante qui peut alors faire glisser sa cage dorée autour des grands fauves artistiques. Toute la différence tient alors entre eux à leur plus ou moins grande docilité au processus de domestication, donc aussi à la nature et à la qualité de la révolte qu'ils opposent au monde bourgeois. Il n'y a pas de véritable récupération si le fauve continue à faire peur dans sa cage et si ses rugissements peuvent éveiller l'attention du prolétariat, participer au mouvement de sa conscience, et, par réaction, contribuer à la mise en liberté ultérieure des fauves.

De ce point de vue, si la *Marge* de Nikos, qui propose une nouvelle peinture grecque, rugit bien contre la fausse libération de son pays, les contestataires groupés dans la dénonciation des promoteurs-démolisseurs révèlent trop souvent la faiblesse et l'ambiguïté de leur cause (par exemple Cecotti qui semble lutter pour le droit à l'existence de la pitoyable architecture du

XIX^{ème} siècle, et Nacache pour le pittoresque des taudis installés dans les fragments archéologiques du Marais ; seul Wiamé, parmi eux, touche au but, quoique sans grande force, en posant une gueule de technocrate sur un fond de blocs). L'objectif explique mal ici le moyen du tableau ; la caricature, qu'un révolutionnaire ne saurait considérer comme un genre mineur (pensons à Daumier !) serait ici plus efficace et meilleure.

Ce qui domine à « Comparaisons », c'est le « beau pour tous les goûts », du post-impressionnisme à l'op-art, c'est-à-dire de la peinture pour salle-à-manger de petit-bourgeois à celle de living pour milliardaire. C'est le domaine pour l'art « hors du monde » qui flatte la classe dominante dans le sens du poil, lui rend justice à elle-même de sa culture et de sa valeur morale, intégrant de délicieuses hardiesses aux griffes coupées.

A l'une de ses frontières, l'abstrait, qui fut naguère un forte remise en cause des valeurs acquises, garde à coup sûr une liberté plastique encore capable de beaux chocs de peinture pure, mais il lui est arrivé ce qui fut aussi l'échec de l'écriture automatique : loin d'ouvrir à la richesse infinie de l'expression sans borne, son langage inarticulé s'est révélé plus commun, et finalement plus susceptible d'académisation que la figuration (ne citons pas de noms, l'émotion ne peut être là que hautement subjective, et l'adjonction de poèmes aux tableaux n'en élargit pas le sens).

D'où le retour au figuratif, à tous ces moyens, où aucun courant, aucun groupe n'apparaît comme homogène et dominant. Seules des œuvres dominent, et l'on ne sera pas étonné de constater que ce sont celles où se focalisent la libération de l'inconscient avec le sens plastique.

Sans tendre au palmarès, et en soulignant l'inévitable subjectivité des chocs ressentis (accrus par l'accumulation des

œuvres isolées) ce sont des tableaux qui relèvent de ce que j'appellerai le nouveau fantastique qui me semblent le mieux produire l'étincelle de satisfaction lucide nécessaire à notre temps : entretien de la colère et de l'humour comme aliment de l'action.

On trouve cela dans plusieurs groupes. Le groupe Atila, d'abord avec Atila lui-même, dont une œuvre est reproduite par l'affiche de l'exposition, au plus heurt de sa forme, ici moins inquiète qu'inquiétante, non sans ironie. Il y a chez lui, une ivresse de la couleur à laquelle on se livre d'autant mieux qu'elle ne se satisfait pas d'elle-même. Et aussi chez Jean Pons, dont la peinture sauvage ne connaît nul frein, comme les chevaux de son *Triomphe*, qui pousse plus loin que quiconque le refus de tout autre ordre que le sien, ordre que d'ailleurs il réinvente sans cesse. Ailleurs Chamaikhin, mêle lui aussi *Hommes, bête et diable* dans une communauté qui, au delà de celle du tréfond du monde stalinien dont il sort, est celle, grise et verdâtre, de notre âge de la confusion. Hirisho Asada livre un vert *Paysage de terre*, gros de l'inquiétude de voir sous nos pieds se liquéfier et se crevasser la base de notre vie et d'où sortent les fantômes dont on ne sait quelles menaces. Enfin parmi ceux qui relèvent de « l'hyperréalisme » et dont le « photoraphisme » est souvent bluffeur, s'impose Chan Kin Chung qui, usant des moyens du trompe l'œil (ailleurs utilisé de la manière la plus conventionnelle) présente une façade de ciment où d'étroites ouvertures asymétriques causent une angoisse qui vous suit et qui n'est peut-être que celle de l'accablante quoidienneté. Tout ceci est dit pour inciter à voir, à subir des choses et à y réfléchir.

Michel Lequenne
Grand-Palais- Avenue Winston Churchill, de 10 à 18 heures
Place 10 F- Etudiant : 5 F- Jusqu'au 13 juin.

Dans l'objectif

CAEN

Au Lux aujourd'hui, suite de la série de films sur la Chine de Joris Ivens et Marceline Loridan : à 14h *le village de pêcheur* et *une histoire de ballons* ; à 21h30 *Autour du pétrole* et *L'Opera de Pékin*.

LABRUGUIERE

Pour ceux qui ne connaissent pas le Tarn, précisons que c'est dans ce coin là ; *Le Théâtre à emporter* joue *M. Salsichot vous gênez l'atome*. 21h, 5f, non compris le prix du voyage.

MARTIGUES

Le Théâtre de la Carriera donne la première représentation de son nouveau spectacle : *La liberté ou la mort !* Ou la révolution française de 1789 en Provence. Il reste un long chemin à parcourir pour que les hommes naissent et demeurent libres et égaux.

ROUEN

Il y a aussi des jazzes en Hollande, il en reste au mois onze : ceux qui composent le *Willem Breuker Kollektief* et joueront à la fac de lettres MtSt Aignan à 21h à l'invitation du Rouen Jazz Action. 20f.

ORSAY

Pour la première fois depuis vingt ans, un cirque à Orsay de Bures : le cirque Rech donnera sa représentation à 14h et à 21h sur la place du marché. C'est une production M.J.C.

LYON

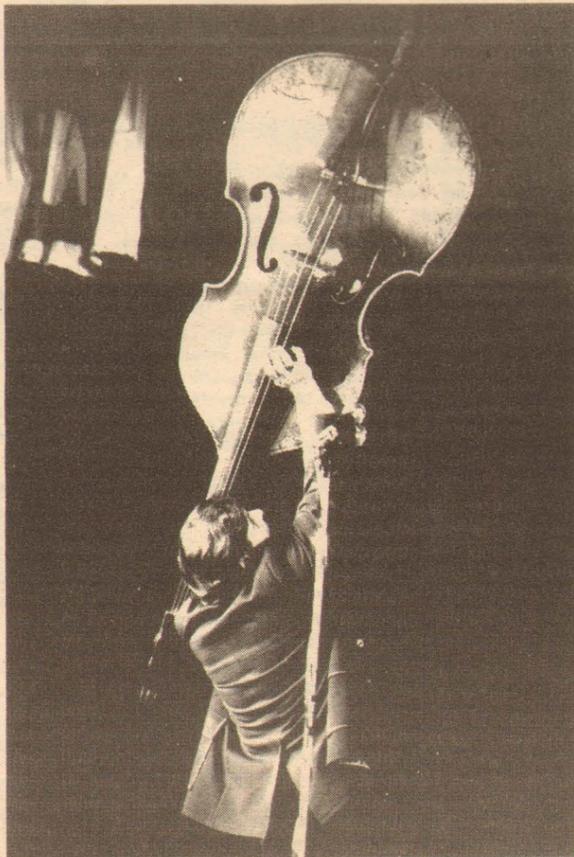
Réunion de préparation du cycle sur l'éducation du cinématographe, la réunion aura lieu après la projection de 19h45 de *On achève bien les chevaux*.

MULHOUSE

La librairie Presse-Information organise la projection du film « Fous à délier » de Giovanni Jervis, le vendredi 11 juin 76 à 20h30 au centre socio-culturel Bel-Air, rue Fénelon à Mulhouse.

PARIS

Underground Opéra. A l'Opéra, et pourtant marginal, la compagnie de Carolyn Carlson, présente une danse différente avec deux ballets dépayés : *Quinine* et *X Land*. Opéra de Paris 10 et 11 juin 20h.



« télévision »

TF 1

- 13.00 Journal
- 13.35 Programmes régionaux
- 14.30 Internationaux de tennis
- 18.05 Pour les jeunes
- 18.30 A la bonne heure
- Les sièges autos pour bébés : y dénoncera-t-on le scandale, récemment révélé par 50 millions de consommateurs : sur la totalité des sièges proposés à la vente, une seule marque se révèle être sans danger
- 19.05 Château espérance
- 19.20 Les formations politiques
- Les socialistes
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Alors raconte
- 20.00 Journal
- 20.30 Sandokan
- 21.30 L'évènement
- 22.30 Allons au cinéma
- 23.00 Journal

A 2

- 14.00 Les après-midi d'Antenne 2
- Avec Flash journal (14 h), Aujourd'hui madame (14.05), Flash journal (15 h), Le fugitif (15.05), Flash journal (16 h), Jeux croisés (16.05), Fenêtre sur... Les livres et l'histoire (17.30)
- 18.00 Si les Français n'étaient pas venus
- 18.15 Le palmarès des enfants
- 18.30 TV service
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Y'a un truc
- 20.00 Journal
- 20.30 Fantomas
- Ce film d'André Huneville (1964) n'a malheureusement que de lointains rapports avec le « véritable » Fantomas...
- 22.10 Les chefs-d'œuvre vous questionnent
- « La moisson de Bruegel »
- 23.10 Journal

FR 3

- 18.45 Pour les jeunes
- 19.05 Programmes régionaux
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Tribune libre
- Le CREPAN (Centre de recherches et d'études pour la protection des animaux et de la nature).
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Cycle Claude Chabrol
- Les noces rouges (1973)
- Cette étude mœurs tente de décrire la bourgeoisie provinciale, au travers d'un drame qui met en valeur les relations entre l'hypocrisie, l'égoïsme, l'argent, les relations qu'on ne peut pas appeler sexuelles. La bourgeoisie est-elle morale ?
- 22.00 Journal

COMITE D'URGENCE POUR LA DEFENSE DES CINEASTES LATINO-AMERICAINS

3 juin 1976
Le 27 mai dernier, le cinéaste argentin de réputation internationale Raymundo Gleyzer a disparu à Buenos Aires. Ses amis, sa famille, ses collègues ont effectué toutes les recherches et démarches possibles, jusqu'à l'obtention d'un décret d'habeas corpus.
Etant donnée l'atmosphère politique connaît l'Argentine à la suite du récent coup d'Etat militaire, nous sommes sûrs que Raymundo est une victime de plus de cette situation politique, en effet, il a été kidnappé en violation totale de tous ses droits d'homme et de citoyen.
Nous craignons pour son état physique et sa sécurité. Le déchaînement de la violence politique incluant la torture et le meurtre est assez connu et est devenu un problème international. Nous vous demandons de vous joindre à nous pour protester contre ce dernier scandale. Lettres et télégrammes demandant la garantie immédiate de Raymundo Gleyzer doivent être envoyés sans délais à :

General Jorge Videla
Casa Rosada
Buenos Aires Argentina

et à :

Commission des droits de l'homme des Nations Unies
U.N. Building
New-York N.Y. 10017
Bill Susman, président

PS. Raymundo Gleyzer est un cinéaste âgé de trente quatre ans, il a obtenu de nombreuses récompenses internationales, en particulier des prix à Locarno, Mannheim, Adelaide et beaucoup d'autres festivals. Son film le plus connu est : *Mexique, la révolution gelée*.

Candice Bergen, Peter Bogdanovich, Francis Ford Coppola, Jane Fonda, Elia Kazan, Jim Mc Bride, Jack Nicholson, Arthur Penn, Jon Voight, Haskell Wexler, Robert Wise, etc..., Sponsors



l'école sexiste

« Vous n'êtes bonnes qu'à vous mettre près du radiateur et à vous faire peloter » ; « vous n'êtes bonnes qu'à faire le trottoir » ; « si j'ai fait sortir cette fille, c'est pour voir son cul »... Quelques remarques d'enseignants comme les filles du groupe femmes de Paul Valéry ne voudraient plus entendre.

Ajoutez à cela l'orientation qui se détermine, certes selon la classe sociale, mais aussi selon le sexe (cf ci-contre), ajoutez les livres de classe « que veut faire plus tard, ma fille? Dactylo » (livres pour apprendre l'anglais et non la discrimination sexiste, publié chez Belin), ajoutez le mépris des garçons et la répression de la famille : ne pas « sortir » ou « faire attention » songer quelle aura un jour des enfants, qu'il faut commencer à apprendre à tenir un jour un foyer...

Dans les lycées, il n'est pas de groupe femmes qui se créent sans poser le problème de la mixité. A Victor Duruy, le groupe est issu d'une commission femmes lors de la grève contre la réforme Haby l'an dernier. Pour elles il n'était pas question de se réunir entre filles seulement : « les problèmes que rencontre la lycéenne concernent aussi bien les garçons qu'elle. » Il ne fallait pas s'en couper. Il fallait qu'ils prennent conscience. Le groupe femmes fut donc mixte.

« Mais seules parlaient quelques filles. Il n'y avait pas de réels débats. Les mecs n'arrêtaient pas de foutre la merde. » Devant les problèmes posés elles décident une réunion non mixte, qui marche beaucoup mieux. Personne malgré tout ne veut admettre que c'est en raison de la non mixité. Les réunions mixte reprennent, et ne donnent rien : « Il y avait des trucs qu'on avait envie de dire, on ne pouvait pas. Et puis chacun défendait son beefsteak : les gars d'un côté, les filles de l'autre. Ça n'allait pas très loin. » C'est ainsi qu'est né un groupe femmes non mixte au lycée. Mais les filles précisent bien qu'il ne s'agit pas d'une position de principe : « nous ne sommes pas sexistes comme les autres groupes femmes. » D'ailleurs en plus de la réunion du groupe, une réunion mixte a lieu chaque semaine.

A Paul Valéry, la question était posée par chaque nouvelle. Le débat partageait les filles, certaines décidèrent de quitter le groupe pour former un groupe femmes mixte,

finalément elles ne l'ont pas fait. D'autres, partisans aussi de la mixité sont restées dans le groupe quand même, elles ne semblent pas le regretter.

Pour la majorité des filles de PV la non mixité s'impose : « Pendant la grève, une commission femme s'est réunie, elle était mixte, on y a discuté du couple, mais pas du tout des problèmes spécifiques des femmes dans le couple, tout ça prouve bien la nécessité de l'auto-organisation. »

« Entre les filles, c'est la concurrence pour plaire aux garçons, les vannes de fille à fille, les filles « mignonnes » qui restent entre elles et méprisent les autres filles. »

« Dans ma classe il y a d'un côté les filles, de l'autre les mecs » ; dans ma classe les filles sont plus phallos que les mecs : les mecs c'est des dieux pour elles » « dans ma classe, quand le prof traite les filles de bobonnes, ça les fait rigoler ». Pour les filles du groupe femme Paul Valéry, l'existence du groupe, c'est aussi la rupture de ce type de rapports entre les filles. « C'est n'être pas seule à penser un truc, c'est des arguments solides, c'est une assurance » une solidarité, face à l'administration qui réprime à des conseils de classe on mentionnait l'appartenance au groupe femmes, face aux vannes des profs, face aux parents ; une solidarité dans les rapports avec les garçons. (lors de la distribution des tracts du groupe femmes à Duruy des garçons raillaient : « alors on fait mumuse »).

Voici le vécu de la lycéenne, faut-il encore démontrer l'importance des groupes femmes dans les lycées? Le débat n'est plus académique : ces groupes femmes existent, s'affirment, se réclament, pour certains du mouvement des femmes qui se développent sur les lieux de travail, d'habitation. D'autres, comme le groupe femme Duruy, restent réservés vis à vis du mouvement jugé comme « sexiste » mais n'en jouent pas moins un rôle profondément subversif dans leur bahut.

J'ai rencontré les lycéennes des groupes femmes Duruy et Paul Valéry à Paris, à partir de ce qu'elles racontent, des foules de problèmes sont posés, qui ne seront même pas tous abordés ici. Le débat est ouvert, les groupes sont invités à y contribuer.

Les rapports entre les femmes du groupe et les autres élèves sont souvent difficiles. L'an dernier à Paul Valéry, les tracts de groupe, « trop agressifs » avaient provoqué un rejet de la part des élèves. « Il y avait un mythe du groupe femmes » dit une lycéenne, et en écho, on peut lire dans le bulletin du groupe femmes Duruy « groupe femmes, ça y est, le mot fatal a été prononcé. Ce mot à lui seul déclenche des sourires et de l'ironie dans son entourage. Non seulement on l'assimile tout de suite à un quelconque groupe féministe, mais en plus on nous considère, soit comme des lesbiennes, soit comme des dragueuses, au choix ! »

Le souci des lycéennes de Duruy de se différencier soigneusement de « n'importe quelles féministes » en dit long sur le climat de dérision qu'elles ont à affronter. Rien de plus défensif, en effet que, ce souci de ne pas donner une image « MLF ».

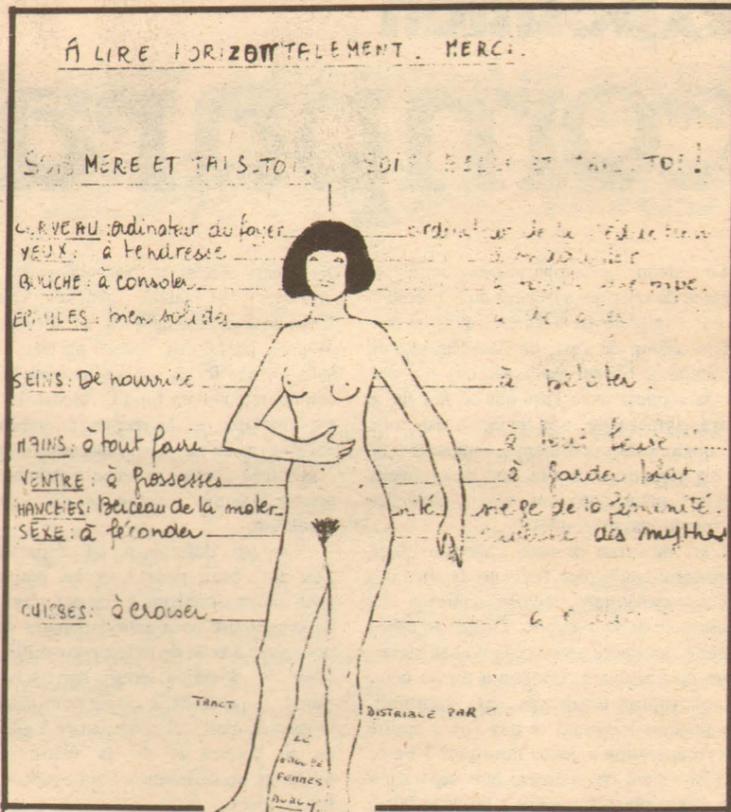
Ce mythe des groupes femmes, les lycéennes le détruisent en menant des actions dans le bahut. A Paul Valéry les tracts de l'an dernier « trop agressifs » avaient provoqué un rejet de la part des élèves. Pour se dégager de cette « image MLF », les filles ont décidé momentanément de mettre de côté les thèmes touchant à l'avortement, la contraception, la sexualité pour aborder la dénonciation de l'oppression des femmes au travail, et de l'école sexiste. Puis récemment elles ont fait un panneau sur la contraception qui a eu beaucoup de succès : des filles notaient les adresses du Planning et du MLAC, le panneau fut très lu et suscita des débats. Une réunion expliquant pourquoi le groupe femme existait, pourquoi il était non mixte les a fait connaître et reconnaître.

De même à Duruy, le bulletin qu'a sorti le groupe, ses tracts, l'intervention à la bibliothèque pour que des livres féministes soient achetés (ce fut également le cas à l'école Estienne) donnent une audience au groupe.

A Balzac, l'organisation des 10 % sauvages par le groupe femmes avec le soutien du comité de lutte a sensibilisé tout le lycée. Beaucoup de filles ; pour qui le groupe était quelque chose de fermé, mystérieux, voire totalement inconnu sont venues aux expositions, ont assisté aux spectacles, dans une moindre mesure participer aux débats.

Cette année, dans les lycées comme dans les facs, les groupes femmes se sont imposés. Ce type de bataille n'est jamais gagné, mais surtout les filles disent que l'année prochaine, elles ne partiront pas de zéro. Des réunions de coordination des groupes lycéens de la région parisienne ont permis une confrontation d'expériences, une mise en commun dont toutes les filles ressentaient le besoin. « C'est le groupe femmes qui a le plus gagné dans la grève » disent les filles de Paul Valéry, dans d'autres lycées, ça doit être également le cas.

Nelly Trainel



L'ORIENTATION SCOLAIRE C'EST AUSSI... LA SELECTION SEXISTE

Au lycée Paul Valéry, on passe des tests d'orientation : les filles doivent remplir un formulaire rouge, les garçons un formulaire bleu. L'orientation c'est aussi la sélection sexiste. C'est les filles à qui on conseille des professions compatibles avec la vie de famille. Quelle fille n'a pas entendu dire que être dans l'enseignement « c'est bien pour une femme, à cause du mercredi et des trois mois de vacances en même temps que les enfants » ou encore : « l'administration, c'est bien pour une femme, il y a la sécurité d'emploi ; pour un homme, le privé, c'est mieux payé... »

L'orientation, elle est au maximum suggérée par les parents, les professeurs, les orientateurs professionnels : pour la majorité des parents, la réussite de leur fille est subordonnée à la réussite familiale, de toute façon, on considère qu'elle se mariera et n'aura donc besoin que d'un salaire d'appoint.

Ainsi, dès l'orientation scolaire on prévoit la dépendance économique de la femme.

Des questionnaires, destinés à connaître les goûts des élèves, comprennent des listes d'activités, parmi lesquelles, les élèves doivent désigner celles qu'ils préfèrent, ils sont diffusés dans les classes de 6^e et 5^e.

Certaines de ces activités sont communes aux deux sexes : par exemple :

- apprendre à nager.
- assister à une représentation théâtrale.
- Par contre, d'autres activités ne sont proposées qu'au seul choix des garçons :
- démonter un vieux poste de radio pour essayer de mieux comprendre comment il fonctionne.
- visiter sous la conduite d'un contremaître un grand chantier de construction.
- assister à un match de football entre deux grandes équipes.
- lire une brochure qui explique d'une manière simple les découvertes de savants ou les inventions d'ingénieurs.
- appartenir à un club de modèles réduits d'avions.

Et d'autres encore aux seules filles :

- faire manger un bébé.
- confectionner des rideaux pour votre chambre.
- visiter une crèche modèle.
- mettre le couvert et essuyer la vaisselle.
- couper suivant un patron un vêtement d'enfant et le coudre.

Conclusion : sous des apparences anodines, ces questions sont truquées : dès le départ, les choix, les goûts sont orientés en fonction du sexe.

Et ensuite on pourra conclure :

- Nadine aime les bébés.
 - Jean-Pierre aime la mécanique.
 - Comment peut-on savoir si Nadine aime ou non la mécanique, puisqu'on ne le lui a pas demandé ?
- (Dans l'Ecole Emancipée du 25 avril 76)

Dans un manuel de grammaire fonctionnelle, paru aux Editions Belin, un morceau de bravoure. A la page 83/82, étude sur le verbe être suivi d'un adjectif. Où l'on apprend qu'il est naturel que les femmes restent à la cuisine pour la joie de ces messieurs. « Tu es habillé » dit maman. En effet Annette lave les radis roses. Elle rape les carottes rouges. Maman ouvre le four : le poulet est énorme. Didier et Papa sont gourmands. Ils vont se régaler... »

Samedi 12 juin, 8 impasse Crozatier, Paris XII^e (métro Ledru-Rollin) à 14h aura lieu une réunion pour la création d'un collectif de femmes enseignantes à l'appel des femmes du mouvement Freinet, de l'Ecole Emancipée, de la CFDT, des groupes femmes.

Pour réfléchir et agir sur notre situation en tant que femmes dans l'école : rôle dans la classe, rapports avec les élèves, les parents, l'ensemble des enseignants, l'image de la femme, la féminisation de l'enseignement, la formation des enseignantes, l'inspection, formation, etc. L'école sexiste : manuels scolaires, orientation-sélection des filles, rapports filles-garçons dans les classes, etc.

O.K. AGE TENDRE..



« Lorsque mon père me surprit en train d'embrasser Jeff, je faillis me trouver mal ! »

« le magazine pour nous seulement les filles ». Une pub sur les radios, un prix modique, et une belle intoxic hebdomadaire. Dans O.K., tout sur la vie des vedettes, dans le meilleur style « jours de France » avec la misogynie à l'honneur : la femme qui « passa la soirée » Avec David Bowie « ravissante » évidemment, les trois amours de Mick Jagger « mais seule Bianca a su le comprendre » etc. Dans O.K. des récits vécus, des filles comme vous, qui sont punies quand elles font des « bêtises » et vous font profiter de leurs expériences. De la publicité à toutes les pages, des conseils de beauté et de mode (n'oublions pas qu'être femme c'est savoir séduire) « un roman photo complet » où l'on parle de voyantes extra-lucides, un feuilleton à l'eau de rose... Le clou du dernier numéro : un garçon pose « une question fondamentale » : « avez-vous remarqué l'empressement avec lequel les filles, souvent, nous coupent la parole, nous font sentir que nous sommes trop bavards... » et après quelques critiques à ce garçon, la rédaction de O.K. conclut : aussi suggérons nous aux jeunes filles ceci... Efforcez vous d'être lucides, n'interrompez pas pour un oui pour un non le garçon qui vous parle ; il en sera heurté... ».